Monnaie, dettes, et crises financières

2 – Histoire de notre système monétaire

2.1 – Les Templiers

Il faut bien reconnaître que cette invention de la monnaie fiduciaire a eu un succès fou. Son usage s'est répandu dans le monde entier, au point que la pratique de l'effet de commerce tel que le pratiquaient les Mésopotamiens était franchement tombée dans l'oubli.

> **Aparté :** Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire, la monnaie n'a jamais été le seul moyen de régler une transaction, et que le troc (paiement en nature) était même dominant dans les campagnes en particulier. Quand la monnaie venait à manquer, il y avait donc au moins cet échappatoire.

Ce sont les croisades qui ont été l'occasion de réinventer la Lettre de Change, et ce sont les Templiers (fin du 11ème siècle, début du 12ème) qui en furent les artisans. En effet, transporter de grandes quantités d'or au Moyen Orient était risqué et malaisé. Il fut donc établi un système de Lettres de Créances et de Lettres de Change payables dans les "comptoirs" des Templiers, en chemin et à destination.

Le particulier en partance pour les lieux saints, déposait la somme nécessaire et recevait une note manuscrite indiquant la quantité d'argent disponible. Sur place, le voyageur pouvait s'adresser à un comptoir de l'Ordre pour obtenir des fonds, en monnaie locale.

C'est cette note manuscrite que l'on a appelé Lettre de Change, laquelle n'était toutefois pas (encore) négociable. C'est-à-dire qu'on ne pouvait pas se servir de ces Lettres de Change pour autre chose que pour déposer et retirer une somme convenue.

Elles étaient strictement nominatives :

> A dépose de l'argent auprès de B, puis va retirer l'argent auprès de C.
> B & C sont "en compte".
> A, B & C sont clairement identifiés dans le document.

Cela a déjà été dit, et chacun le sait, le prêt à intérêt était interdit aux catholiques, et donc a fortiori aux moines. Comment ce système a-t-il pu faire la fortune des Templiers ? C'est très simple. Ils contournaient l'interdit en

prélevant leurs commissions sur le taux de change (Hé oui, déjà) … d'où leur nom : "Lettre de Change".

2.2 – Venise

2.2.1 – La comptabilité en partie double

Luca Pacioli (1445-1514) était un moine d'origine toscane, qui avait fait des études à Venise et à Rome. Erudit, contemporain et ami de Léonard de Vinci, il est souvent considéré comme "l'inventeur" de la comptabilité. En réalité, il en serait plutôt un génial vulgarisateur. Il a rassemblé toutes les méthodes et tous les savoir-faire comptables de son temps dans son oeuvre principale intitulée *Summa de arithmetica, geometria, de proportioni et de proportionalita*, et datant de 1494.

Son apport à la comptabilité est constitué par la vulgarisation de la "méthode vénitienne", c'est-à-dire de la **comptabilité en partie double**. Il s'agit là de tenir des comptes en incluant le crédit ainsi que le débit. Si Luca Pacioli n'a pas inventé cette méthode, il a le mérite d'avoir été le premier à l'expliquer clairement dans un ouvrage toujours considéré comme majeur et incontournable.

NB : C'est par la technique de comptabilité en partie double que l'on crée et détruit la monnaie aujourd'hui : Dans la comptabilité de la banque, un compte est débité (emprunt), puis crédité (remboursements) ; symétriquement dans la comptabilité du client, un compte est crédité (emprunt), puis débité (remboursement) ; quand les soldes sont égaux à zéro, à la banque et chez le client, ils sont soldés, c'est-à-dire supprimés (voir § **3.2**).

2.2.2 – L'endossement

Les banquiers de Venise apportèrent une touche décisive dans la marche vers la **dématérialisation de la monnaie**. Vers 1587 apparu en effet la pratique de "l'endossement".

De quoi s'agissait-il ? Et bien simplement dans le fait qu'un créancier pouvait céder une lettre de change dont il était titulaire pour payer une de ses dettes. La Lettre de Change était endossée par le nouveau créancier lequel n'avait plus qu'à obtenir remboursement par le débiteur initial, ou la céder à un de ses créanciers.

Dès lors une Lettre de Change peut circuler de mains en mains, ou plus exactement d'endossements en endossements, de débiteurs en créanciers, pour payer des dettes, et ce, alors qu'il ne s'agit que de papier.

2.2.3 – L'escompte

En même temps que l'endossement, ou presque, se développe la pratique de l'escompte. De quoi s'agit-il ?

Imaginons qu'un client vous doive une forte somme d'argent.

Pour vous payer, il vous rédige une Lettre de Change payable à échéance fixée. Avec cette Lettre de Change, vous avez deux possibilités :

- la remettre à un de vos créanciers pour payer une de vos dettes,
- ou bien, si vous avez besoin rapidement de liquidités, de la céder à une banque qui vous fera l'avance du règlement en vraie monnaie.

C'est cette dernière opération que l'on appelle "escompte", et le taux d'intérêt retenu par la banque est le "**taux d'escompte**".

2.3 – La monnaie papier

2.3.1 – L'invention du billet de banque

Nous avons vu que c'est le succès du système d'échange mésopotamien qui a conduit à son nécessaire abandon puisque son administration devenait impossible.

De même au 18ème siècle, la croissance des productions et des échanges devient si rapide que les approvisionnements en or ne suivent plus. Il y avait déjà eu de sérieuses alertes à la fin du 14ème et au début du 15ème siècle, mais la découverte des Amériques avait reculé le moment où l'on allait manquer chroniquement d'or monétaire.

Au 18ème siècle on a besoin de monnaie-or partout sur la planète, et en très grosses quantités. Dans les périodes où l'on manquait de monnaie, les échanges étaient freinés, les prix tirés à la baisse, ce qui n'était pas bon pour les affaires.

> **Aparté :** Cet argument est juste "historiquement". Par contre, "économiquement" il eût été possible de ne jamais manquer d'or. Il aurait suffit pour cela d'en augmenter la valeur, équivalent d'une baisse générale des prix et des revenus, laquelle aurait "naturellement" accompagné la croissance de la productivité. Ce choix entre une masse monétaire fixe et stable, ou au contraire en croissance exponentielle, fut motif d'affrontements acharnés lors de la création du système monétaire américain (voir § **2.4.1** et § **2.4.3**).

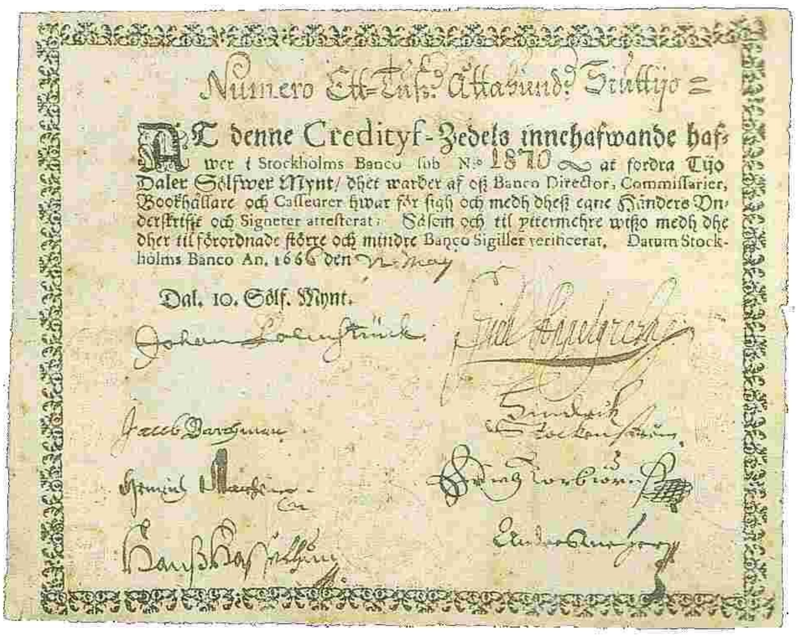
Toujours est-il que c'est dans ce contexte général, en 1661, qu'intervient un banquier suédois, un certain **Johann Palmstruch**, d'origine lettone. Il a eu l'idée géniale d'émettre un "certificat de banque" avec lequel la banque payait les Lettres de Change mises à l'escompte.

Pratiquement lorsqu'un client remettait à la banque une Lettre de Change, au lieu de lui remettre de la monnaie cuivre locale, on lui remettait un "certificat", qui garantissait qu'en échange de ce certificat, la banque lui cèderait de la "vraie" monnaie.

Ça a l'air idiot. On ne comprend pas pourquoi on échangerait ainsi des papiers contre d'autres papiers.

Oui mais voilà, ces "certificats" étaient "au porteur", et ils avaient une valeur nominale fixe. Soixante-seize coupures différentes furent émises pour dix-neuf valeurs nominales différentes. Ils pouvaient donc circuler sans laisser aucune trace, comme s'il s'agissait de pièces. C'était inédit (du moins en occident).

Pour l'anecdote, il faut dire que les suédois avaient certainement une motivation particulière pour accepter si facilement une monnaie si "légère". En effet, depuis 1644, ils subissaient une pièce de monnaie qui consistait en une plaque de cuivre de 30 cm par 70 cm, poinçonnée, et pesant … 20 kg.



Premier billet de banque suédois de 1666, dit "Palmstrucher".
Valeur : 10 Daler

[source : Banque Nationale de Belgique, http://www.nbb.be/doc/ts/publications/museum/Obj200803Fr.pdf http://www.nbbmuseum.be/fr/2008/04/cradle-european-banknote.htm]

2.3.2 – Premier "argent-dette"

La banque de Stockholm ne résista pas longtemps à la tentation de remettre des "certificats" à des personnes qui n'avaient procédé à aucun dépôt. La contrepartie était une "Lettre de Crédit", c'est-à-dire une reconnaissance de dette sur le montant des Certificats remis, plus les intérêts …

> **Cela marqua le début d'une pratique qui n'a cessé de se répandre jusqu'à devenir, aujourd'hui, le seul moyen de mettre de la monnaie**

en circulation : La monnaie est remise au demandeur en échange d'une simple reconnaissance de dette.

Dès lors, la contrepartie de la monnaie n'est plus un dépôt d'or ou de plaques de cuivre, mais une promesse de restitution à la banque (avec intérêt). D'où le nom "argent-dette".

Le schéma de l'ancien système était le suivant :

{ MÉTAL DÉPOSÉ } ⇔ { MONNAIE FIDUCIAIRE }
{ MONNAIE FIDUCIAIRE } ⇔ { MONNAIE SCRIPTURALE }

La novation de Johan Palmstruch pouvait s'écrire :

{ MÉTAL DÉPOSÉ + DETTES } ⇔ { MONNAIE FIDUCIAIRE }
{ MONNAIE FIDUCIAIRE } ⇔ { MONNAIE SCRIPTURALE }

2.3.2.1 – "Argent dette" ? – Est-ce un paradoxe ?

Un proverbe populaire dit : "Qui paie ses dettes s'enrichit"…

Et le bon sens populaire veut que lorsqu'on a une dette, on manque d'argent.

Par conséquent, l'idée qu'une dette puisse être une ressource n'est vraiment pas facile à admettre pour le citoyen moyen. Pourtant tous les comptables vous expliqueront qu'ils classent bien les dettes parmi les ressources d'une entreprise.

Par contre on conçoit plus facilement qu'une dette puisse servir à payer une autre dette (Ce que Pierre me doit peut servir à payer ce que je dois à Paul). C'est le principe de la Lettre de Change.

En conséquence de quoi, une dette représente donc bien une quantité d'argent, une valeur bien réelle, au même titre que … de la monnaie.

Puisque l'on avait commencé à substituer à l'or de la monnaie-papier, échanger des dettes contre des billets de banque coulait de source…

Il y a ici un important distinguo à faire :

En effet, remettre à l'escompte une dette pour obtenir d'une banque de la monnaie consiste à remettre une dette résultant d'un échange économique **réel et passé** contre son équivalent monétaire (moins les intérêts prélevés par la banque).

Par contre emprunter de l'argent en échange d'une reconnaissance de dette consiste à faire de la création monétaire ex nihilo en échange d'une promesse de rendre l'argent prêté (plus les intérêts), promesse assortie de telles ou telles garanties, certes, mais dont la réalisation n'en demeure pas moins **future et incertaine**.

2.3.2.2 – Jusqu'où peut-on aller ? – Les réserves fractionnaires

Donc dans l'ancien système une banque recevait des dépôts (d'or) et ne pouvait émettre de monnaie-papier que pour le montant des dépôts. Le montant des émissions ne pouvait en aucun cas dépasser le montant des dépôts. La garantie de convertibilité était quasi-totale. Les billets étaient la monnaie d'usage, plus pratique, mais l'or restait la vraie monnaie.

Avec le nouveau système, les banques ont émis bien plus de monnaie-papier qu'elles n'avaient de dépôts.

Une question s'est donc immédiatement posée : "Jusqu'où pouvait-on aller ?"

Les banquiers ont tout de suite appliqué des règles prudentielles de bon sens basées sur les statistiques réelles de fonctionnement des banques. Pour cela ils ont cessé de voir les choses en terme de stocks, statiques, mais en terme de flux. Leurs statistiques leurs donnaient la réponse à la question : "Par unité de temps (jour, semaine, mois, trimestre, année), quelle quantité d'or est demandée par les clients en conversion de billets quand la banque émet 1 million en monnaie-papier ?"

Les réponses à cette question, ont permis aux banquiers d'appliquer des mesures prudentielles empiriques et "maisons", c'est-à-dire propres à chaque banque, et c'est ce que l'on a appelé plus tard les réserves fractionnaires.

2.3.3 – Un succès immédiat

Cette méthode d'émission de la monnaie par le crédit va se répandre dans toutes les banques d'Europe, avec des avancées et des reculs, au gré des situations et nécessités économiques du moment, donnant aux échanges commerciaux la monnaie qui manquait souvent. La création de la Banque d'Angleterre, en 1694, sera un très puissant moteur de développement de cette pratique car elle était évidemment liée à tous les établissements bancaires des colonies de l'empire britannique, des Indes aux Amériques.

2.3.4 – Et un endettement inéluctable

Cependant, si vous avez bien noté, la contrepartie de la monnaie mise en circulation n'étant plus seulement des dépôts d'or ou d'autres métaux, mais des reconnaissances de dettes (toutefois garanties par des gages, puis des

hypothèques), il vous sera facile de comprendre que **les coffres forts des banques se sont mis à contenir de moins en moins d'or, et de plus en plus de titres de créances, c'est-à-dire des dettes...**

Ainsi, entre 1688 et 1702, la dette publique britannique est passée de 1 à 16,4 millions de £. Entre 1702 et 1714, elle triple pour atteindre 48 millions de £.

[source : *Recueil Des Cours*, volume 23,1928/III, Académie de droit international de La Haye, page 245]

> **Aparté important :** On met souvent l'endettement sur les goûts de luxe des gens qui auraient une tendance naturelle à vivre "au dessus de leurs moyens". Cela vient du fait que la plupart des gens ne connaissent à l'économie que ce qui leur est utile dans la gestion de leur famille. Or en famille on ne fait pas de création monétaire, laquelle change complètement la donne.

En l'occurrence, si la dette anglaise a autant augmenté de 1702 à 1714, cela est certes dû à des dépenses colossales d'investissement, en particulier pour la construction de sa flotte marchande et militaire, mais pas seulement.

En effet les banques anglaises, en suivant le modèle imaginé par Johan Palmstruch, ont émis énormément de Livres en échange, non pas de dépôts d'or (ou autre métal de référence), mais en échange de dettes, avec intérêts.

Par la simple application de la technique de création monétaire par le crédit, une simulation sur tableur montre que si les banques accordent des crédits en nombre tels que la masse monétaire augmente de 10% par an, et avec des intérêts à 11,6% par an, un endettement de 1 million de £ en 1688, passe à 48 millions de £ en 1714. Dans cette simulation, le total des intérêts versés par les anglais à leurs banques, de 1688 à 1714, est égal à la somme de la colonne (2), soit 233 millions de £…

Dans le tableau suivant, pour simplifier les calculs, on considère que toute la monnaie empruntée au 1er janvier N est restituée à la banque le 31 décembre N, et qu'un nouvel emprunt est contracté le 1er janvier N+1. On considère aussi que les intérêts sont comptabilisés et payés sur un an. Cela évite le recours à des fonctions financières complexes, et on obtient les mêmes résultats.

Tableau N°1

	(1)	(2) (2) = (7)	(3) (3) = (1) - (2)	(4) (4) = (1) * 11,6%	(5) (5) = (1) + (4)	(6) (6) = (3)	(7) (7) = (5) - (6)
Années	K emprunté début année N	Intérêts N-1 remboursés début année N	Masse Monétaire disponible en N	Intérêts sur K emprunté en début d'année N	Dette résultant de l'emprunt de début d'année N	Remboursement K en fin d'année N	Dette restante cumulée
1687	0,740	0,000	0,740	0,086	0,826	0,740	0,086
1688	0,900	0,086	0,814	0,104	1,004	0,814	0,190
1689	1,086	0,190	0,895	0,126	1,212	0,895	0,316
1690	1,301	0,316	0,985	0,151	1,452	0,985	0,467
1691	1,551	0,467	1,083	0,180	1,730	1,083	0,647
1692	1,839	0,647	1,192	0,213	2,052	1,192	0,860
1693	2,171	0,860	1,311	0,252	2,423	1,311	1,112
1694	2,554	1,112	1,442	0,296	2,850	1,442	1,408
1695	2,995	1,408	1,586	0,347	3,342	1,586	1,756
1696	3,501	1,756	1,745	0,406	3,907	1,745	2,162
1697	4,081	2,162	1,919	0,473	4,555	1,919	2,635
1698	4,747	2,635	2,111	0,551	5,297	2,111	3,186
1699	5,508	3,186	2,322	0,639	6,147	2,322	3,825
1700	6,379	3,825	2,555	0,740	7,119	2,555	4,565
1701	7,375	4,565	2,810	0,855	8,230	2,810	5,420
1702	8,511	5,420	3,091	0,987	9,499	3,091	6,408
1703	9,808	6,408	3,400	1,138	10,946	3,400	7,545
1704	11,286	7,545	3,740	1,309	12,595	3,740	8,854
1705	12,969	8,854	4,114	1,504	14,473	4,114	10,359
1706	14,885	10,359	4,526	1,727	16,611	4,526	12,086
1707	17,064	12,086	4,978	1,979	19,043	4,978	14,065
1708	19,541	14,065	5,476	2,267	21,808	5,476	16,332
1709	22,355	16,332	6,024	2,593	24,949	6,024	18,925
1710	25,551	18,925	6,626	2,964	28,515	6,626	21,889
1711	29,178	21,889	7,289	3,385	32,562	7,289	25,273
1712	33,291	25,273	8,018	3,862	37,153	8,018	29,135
1713	37,955	29,135	8,819	4,403	42,357	8,819	33,538
1714	43,239	33,538	9,701	5,016	48,255	9,701	38,554

Pour résumer, dans une économie familiale, une dette résulte d'un excès de dépenses ou d'un manque de ressources. **Dans une économie nationale les dettes sont d'abord et avant tout la contrepartie naturelle de la création monétaire**, et le rôle d'un "déficit" comptable est quasi marginal. Avec ce système de création monétaire, si l'on ne veut pas de dettes, le mieux est de renoncer à la monnaie. Nous reviendrons longuement sur cette question.

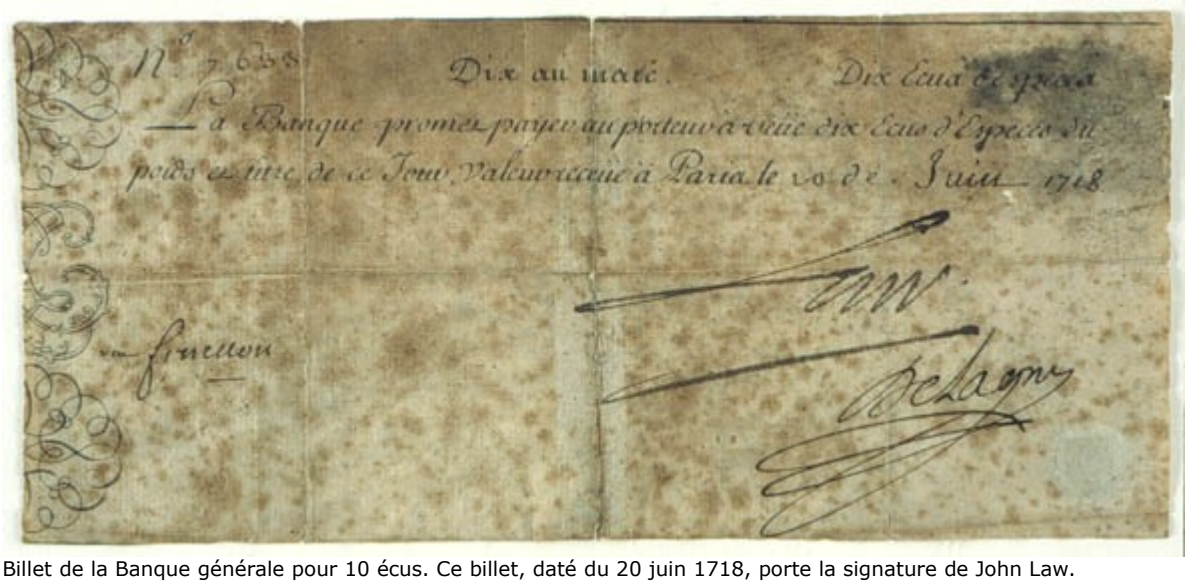
2.3.5 – Système de Law

En France c'est après la mort de Louis XIV, les caisses de l'Etat étant vides, que le Régent accepte la création de la Banque Générale, qui deviendra Banque Royale en 1718. La Banque Générale avait pour mission d'émettre de

la monnaie-papier contre dépôt d'or, lequel sera ensuite prêté à l'Etat. Pour donner confiance aux souscripteurs, la Banque Générale était adossée à la *Compagnie d'Occident* qui avait le monopole des transactions commerciales avec la Louisiane, puis à la *Compagnie Perpétuelle des Indes*.

La contrepartie de ces billets était donc faite d'une part des réserves d'or à restituer par l'Etat, mais comme la fiabilité de l'Etat était plus que douteuse, elle était aussi constituée des réserves d'or "à venir" des Colonies.

Devant l'astucieux montage de cette double garantie imaginée par un écossais du nom de John Law, les souscripteurs ne manquèrent pas, et l'on émit des billets en (très) grand nombre.



Billet de la Banque générale pour 10 écus. Ce billet, daté du 20 juin 1718, porte la signature de John Law.
© Musée de Poitiers

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ta tentation de prélever des intérêts sur du papier était trop forte. Quatre ans plus tard seulement, en 1720, même dans les hypothèses les plus optimistes, les dettes accumulées par la Banque et les Compagnies dépassaient largement les capacités de remboursement (convertibilité des billets), et ce fut la banqueroute.

2.3.6 – Rôle incontournable des Colonies

Cette idée de trouver des ressources extérieures (concrètement, "coloniales") en complément des stocks d'or déposés comme contrepartie des énormes quantités de monnaie-papier émises n'était pas qu'une "idée", c'était une nécessité absolue (sur laquelle nous reviendrons), sans quoi c'est tout le système monétaire qui s'effondrait.

En effet, dans le **tableau n°1** (paragraphe **2.3.4**), la colonne (7) montre que, dans un même système économique, même si l'on utilise la totalité de la masse monétaire disponible (colonne (6)), il est impossible de payer la dette

résultant de l'emprunt (colonne (5)). Une dette se cumule inéluctablement, et elle contribue pour beaucoup à la nécessité de sur-emprunter. La seule, l'unique solution pour limiter les dégâts est de piller un autre système économique.

C'est pourquoi les couronnes d'Angleterre, des Pays Bas, de Belgique, de France, d'Espagne, du Portugal se sont livré dans les Colonies à des guerres sans merci et ont créé des systèmes optimisant au maximum l'exploitation du travail dans ces territoires. Il ne s'agissait pas uniquement de l'enrichissement de quelques familles possédantes, mais aussi et surtout de la survie des systèmes monétaires.

C'est la principale raison pour laquelle, l'esclavage, aboli par la Révolution dans les Colonies Françaises en 1794, est rétabli en 1802 par Napoléon, jusqu'à son abolition définitive en … 1848.

Diverses formes de pillage ont très souvent été pratiquées dans l'histoire, plus où moins agressives, de la mise en esclavage de populations entières, au simple déséquilibre chronique d'une balance des échanges extérieurs, en passant par tous les intermédiaires (dont la mise en place de techniques monétaires parfois sophistiquées, telles par exemple que le "Franc CFA" dans les anciennes colonies françaises).

[source : Nicolas AGBOHOU, Le Franc CFA et l'Euro contre l'Afrique, Ed. Solidarité Mondiale, 5° édition, Paris 2008.]

2.3.7 – Le *Colonial Script*

L'affaire, longue et douloureuse du Colonial Script, illustre parfaitement cela et marque une étape importante.

Pendant une visite en Angleterre en 1763, la Banque d'Angleterre demanda à Benjamin Franklin comment il allait s'y prendre pour apporter la prospérité dans les 13 colonies. Franklin répondit :

"C'est simple. Dans les colonies, nous créons notre propre monnaie. Elle est appelée "Colonial Script". Nous générons cela dans les proportions de la demande de l'échange et de l'industrie pour faire passer les produits facilement des producteurs aux consommateurs... De cette manière, en créant pour nous-mêmes notre propre papier-monnaie, nous contrôlons son pouvoir d'achat, et nous n'avons aucun intérêt sur l'emprunt à payer à quiconque."

C'était si simple … et si naïvement exprimé.

Evidemment l'année suivante (1764), le Roi Georges III d'Angleterre édicta le *Currency Act* qui interdisait aux 13 Colonies américaine de battre et d'émettre

monnaie. Les billets coloniaux furent remplacés par des billets émis, **avec intérêts**, par la Banque d'Angleterre.

[source : Mike Hewitt, Financial Sense University,
http://news.goldseek.com/GoldSeek/1192819378.php]

Cet intérêt permanent versé par les 13 Colonies au titre de la monnaie était une nécessité absolue pour la Banque d'Angleterre. Pour les Colons, il s'agissait d'un pillage incontournable qui alimentera les velléités d'indépendance.

En 1776 ce sera la Déclaration d'Indépendance de Philadelphie.

La réponse britannique sera la guerre, de 1776, au traité de Paris en 1783.

2.3.8 – Benjamin Franklin

La Constitution des Etats-Unis, signée à Philadelphie en 1787, dont Benjamin Franklin fut un des rédacteurs et signataires, dit dans son article 1, section 8 :

Le Congrès aura le pouvoir :
De lever et de percevoir des taxes, droits, impôts et excises, de payer les dettes et pourvoir à la défense commune et à la prospérité générale des Etats-Unis ; mais lesdits droits, impôts et excises seront uniformes dans toute l'étendue des Etats-Unis;
De faire des emprunts sur le crédit des Etats-Unis;
…/…
De battre monnaie, d'en déterminer la valeur et celle de la monnaie étrangère, et de fixer l'étalon des poids et mesures; …

> **Aparté :** Pour la petite histoire, on retiendra que Benjamin Franklin était venu à Paris pour obtenir l'aide de la France lors de la première guerre d'indépendance. Il avait beaucoup fréquenté les intellectuels du Procope (café du quartier latin), et se lia d'amitié avec Voltaire, d'où des "airs de famille" entre la Déclaration d'Indépendance (1776), la Constitution des Etats-Unis (1787), et la Déclaration Universelle Droits de l'Homme et du Citoyen des révolutionnaires français de 1789.

2.4 – L'histoire de la Réserve Fédérale (FED)

2.4.1 – Quatre rapports de forces

Ceci étant, se libérer du joug anglais était facile à dire, et à écrire, mais beaucoup plus difficile à faire. En effet d'un point de vue monétaire, quel était l'état de la situation ?

Il faut en effet se souvenir que les échanges dans les colonies américaines se faisaient au moyen de tout et n'importe quoi :

- des monnaies, or ou argent, de tous pays (France, Espagne, Portugal, Allemagne, Pays Bas, Suisse, Angleterre, etc.),
- des billets de banques émis par les banques locales.

Les productions des mines d'Or, mais surtout d'Argent augmentaient rapidement.

De sorte que les dépôts en banque se faisaient en pièces diverses, ou en lingots, en échange de billets de banque ou de "certificats" de dépôts, imprimés par chaque banque locale.

Dans certains Etats des billets étaient refusés, dans d'autres on n'en acceptait aucun.

Bref, le système monétaire des Etats-Unis n'existait pas, il était à construire, et cela s'est fait "à l'américaine", c'est-à-dire non sans quelques périodes troubles, tumultueuses, et même épiques.

Se libérer des banques anglaise était une bonne idée, mais il n'y avait aucune raison pour que les solutions du vieux continent en matière de technique monétaire ne s'imposent pas, finalement, aux Etats-Unis, puisque tous leurs banquiers venaient d'Europe.

Pour simplifier, on peut dire que l'histoire de la création du système monétaire américain est l'histoire de quatre batailles politiques :

1. la première a consisté à unifier et centraliser l'émission monétaire (qui allait avoir cet énorme pouvoir ?) ;
2. la seconde a opposé les partisans d'une banque centrale "privée", aux partisans d'une banque centrale réellement "fédérale" (c'est-à-dire à capitaux publics) ;
3. la troisième a opposé les partisans de la monnaie métallique et d'une masse monétaire quasi fixe ("hardmoneymen") à ceux d'un système mixte (metal + papier) ; Ces derniers étaient appelés "inflationists" car partisans, de fait d'une masse monétaire en croissance continue et infinie ;
4. la quatrième, moins connue, mais pourtant réelle, a opposé les partisans du "bimétallisme" aux partisans du "monométallisme" (Est-ce que les billets émis devaient avoir pour contrepartie des dépôts d'or et/ou d'argent, ou seulement d'or ? Est-ce que la banque centrale allait admettre les lingots d'argent comme contrepartie à l'émission de billets ?)

Le système actuel est la résultante de ces quatre affrontements, simultanés ou successifs, mais toujours intriqués, et donc indissociables, sur une période de plus de deux siècles. Lesquels affrontements ont connu des virulences

diverses, fonctions des coups de boutoirs lancés au Congrès par tel ou tel groupe de parlementaires, au gré de telle ou telle conjoncture.

L'histoire américaine connaîtra, par exemple, 4 tentatives de concéder à des banques privées, le statut de banque centrale (Rapports de forces 1 et 2), c'est-à-dire d'en faire les gardiennes de la monnaie (*Bank of North America,* vote du Congrès le 31 décembre 1781, ouverture le 7 janvier 1782 – *First Bank of the United States*, 25 février 1791 / 24 janvier 1811 ; *Second Bank of the United States*, 1816 ; *Federal Reserve*, le 23 décembre 1913).

2.4.1.1 – Le manque d'or

Il faut bien se souvenir que les économies de l'époque souffraient d'un manque de ressource en or, et donc d'un manque de monnaie, ce qui était un obstacle dommageable au commerce, et plus généralement à la croissance économique. C'est ce qui a motivé, nous l'avons vu, l'émission de monnaie-papier bien au-delà des stocks d'or des déposants, et donc en contrepartie de simple reconnaissance de dettes. Si la monnaie-papier a résolu le problème du manque d'or, elle en a posé un autre aussi épineux.

Deux forces conjuguées poussaient à des sur-émissions de billets : D'une part, plus la banque émettait de monnaie-papier, plus elle percevait d'intérêts, d'autre part, coté clients, les émissions de papier-monnaie fluidifiaient les affaires. Cela semblait une situation "gagnants-gagnants".

Les banques poussaient donc les pouvoirs publics à leur attribuer non seulement le droit de financer les affaires publiques (cela correspond à de l'émission de monnaie scripturale avec intérêts) mais aussi d'émettre les billets de banque (avec intérêts) pour les particuliers et les entreprises.

Malheureusement plus on émettait de monnaie, plus on accumulait des dettes, et lorsque les capacités de remboursement étaient mises en doute, c'était la panique, et la banqueroute.

Ce cycle infernal s'était produit plusieurs fois et dans plusieurs pays depuis 1661. C'est pourquoi, certains hommes politiques américains étaient très méfiants devant les arguments des banquiers de la cote Est.

Dans le même temps, les parlementaires des Etats de la côte Ouest jouèrent les troubles fêtes et engagèrent une autre bataille consistant à imposer les lingots et les pièces d'Argent comme alternative au manque d'Or. Et ce dans un contexte où, d'une part, les mines d'Argent des Etats-Unis fournissaient 40% de la production mondiale, mais où d'autre part, la plupart des pays développés abandonnaient l'Argent comme réserve bancaire.

2.4.1.2 – Les trois premières "Banque Centrale privée"

Les trois premières tentatives de création d'une Banque Centrale privée ont été limitées.

La *Bank of North America* ouverte en 1782 a perdu son statut de banque centrale en 1785.

Les deux autres, *First Bank of the United States* (1791 - 1811) et *Second Bank of the United States* (1816 - 1836) ont eu le statut de banque centrale pour des durées limitées à 20 ans, et elles ne pouvaient pas émettre de billets de banque. Concrètement, elles levaient des fonds (stocks d'or et capitaux privés) qui servaient de garantie à des prêts consentis à l'Etat. Les intérêts étaient sensés rémunérer les actionnaires.

> **Aparté :** L'idée était que des actionnaires privés, puisqu'il s'agissait de leur fortune personnelle, seraient plus vigilants, limiteraient les émissions, et que par conséquent ces banques privées protègeraient les Etats américains des risques d'inflations et de faillites.
> L'argument est encore entendu aujourd'hui. Il constitue même le motif principal de l'organisation actuelle de la plupart des systèmes monétaires. Pourtant il y a belle lurette que les actionnaires des grandes banques émettrices ont trouvé les moyens de protéger leurs fortunes personnelles des aléas de leurs banques.

2.4.1.3 – Deux hommes politiques importants

Dans cette guerre entre les banques et le gouvernement américain, entre les tenant de la libre entreprise, du "tout privé", et ceux de la "chose publique", partisans d'un interventionnisme de l'Etat, deux hommes ont joué un rôle de premier plan et leur combat est encore dans les mémoires américaines.

Thomas Jefferson (1743 – 1826) a été l'un des rédacteurs de la Déclaration d'Indépendance, et Président des Etats-Unis de 1801 à 1809. S'opposa farouchement à la création de la First Bank of the United States et contribua largement à son éviction. Le 24 janvier 1811, le congrès refusa le renouvellement du contrat par 65 voix contre 64.

Andrew Jackson (1829 - 1837) Président des Etats-Unis de 1829 à 1837. Dès son élection il opposa son veto au renouvellement du statut de la Second Bank of the United States. Elle garda cependant son statut de banque centrale jusqu'à la fin du bail (1836) et cessa toutes ses activités 5 ans plus tard.

2.4.2 – Guerres et paix

Pendant les périodes où l'Etat n'avait pas à emprunter à des banques privées, comment cela se passait-il ? Très simplement : L'Etat empruntait au Trésor pour son propre compte, puis remboursait avec les rentrées fiscales. Aucun intérêt n'était prélevé.

En périodes de paix, les tentations de dépenses électoralistes pouvaient conduire à des sur-émissions et endetter l'Etat.

En périodes de guerres, les dépenses militaires étant impératives, la planche à billet fonctionnait à plein régime. Cela provoquait évidemment de grosses inflations.

Dans les deux cas les banquiers y trouvaient arguments pour promouvoir leur solution.

Les alternances de périodes de guerre et de périodes de paix ont produit les soubresauts, les coups de buttoirs, qui ont globalement permis aux banquiers de faire valoir leurs expertises.

Ainsi :

- La cession de l'émission monétaire à la *Bank of North America* (1782) fait immédiatement suite à la première guerre d'indépendante.
- La création de la *First Bank of the United States* (1791) fut un désastre pour les banquiers. Non seulement elle n'était motivée par aucun besoin de financement militaire, mais elle coïncida avec le lancement massif de prêts à taux réduits, puis, pour stopper cette hémorragie il y eut une brutale remontée des taux qui rendirent les emprunteurs insolvables, ce qui provoqua des milliers de faillites en chaîne (Panic of 1792 – mars, avril). Le système montrait déjà ces limites. Aussi fallut-il une autre guerre pour que les banquiers reprennent le manche.
- La création de la *Second Bank of the United States*, de 1816 à 1836, fera suite à la seconde guerre d'indépendance contre les anglais (1812 – 1815)

2.4.2.1 – Seconde guerre d'indépendance (1812-1815)

Le 1er juin 1812, le Président Madison justifia la déclaration de guerre à l'Angleterre par 4 violations maritimes et le soutien des britanniques aux tribus indiennes de l'Ouest. Le 18 juin la déclaration de guerre était officielle et comme le seul endroit où se trouvait des troupes britanniques était le Canada, c'est sur ce territoire que se livrèrent les batailles.

Derrière ce motif "officiel", on ne peut pas ne pas remarquer, que cette seconde guerre d'indépendance a immédiatement suivi le non renouvellement de la charte de la *First Bank of the United States* (dans laquelle les banques anglaises étaient très présentes). On ne peut donc pas négliger l'hypothèse d'un front, plus financier que territorial, ouvert, par les partisans d'une banque centrale "publique", dans le dos de l'Angleterre, alors que celle-ci était totalement mobilisée par les armées et la flotte de Napoléon.

La bataille de Waterloo (le 18 juin 1815) changea complètement la donne. Les indépendantistes qui s'étaient toujours tourné vers la France se retrouvaient devant une Angleterre plus forte que jamais. Il était donc urgent de faire quelques concessions, d'autant que les finances américaines devaient absorber les dettes accumulées pendant cette courte guerre.

C'est sans aucun doute ces concessions qui présidèrent à la création de la *Second Bank of the United States* dès 1816, dans laquelle les banques anglaises étaient largement aussi présentes que lors de sa première édition.

> **Aparté :** C'est, lors de cette guerre peu connue, devant le fort McHenry, sur le Fleuve Potomac, qu'un jeune avocat, Francis Scott Key, rédigea les paroles de l'hymne actuel des Etats-Unis.

2.4.2.2 – La guerre de Sécession

De 1836 à 1861, période de paix, l'émission monétaire se faisait dans une joyeuse anarchie, les banques privées émettaient leurs billets, plus ou moins bien convertibles, d'une banque à l'autre, certains Etats de l'Ouest n'acceptaient que la monnaie or ou argent, la plupart des échanges se faisaient en monnaie métallique (or + argent) ou en "certificats au porteur" immédiatement convertibles.

La guerre de Sécession donna le coup de grâce à la désorganisation du système monétaire américain dont le centre de gravité avait quand même toujours été la ville de la Déclaration d'Indépendance (Philadelphie). Les Etats du Nord firent appel à des banques anglaises tandis que les Etats du Sud se tournèrent vers des banques françaises. Ainsi, la banque Rothschild de Londres finança les Fédérés du Nord, pendant que la banque Rothschild de Paris finançait les Confédérés du Sud en application d'un scénario mis au point et rodé en Europe durant les guerres napoléoniennes.

Naturellement les intérêts d'émission étaient exorbitants (24 à 36%).

2.4.2.3 – Abraham Lincoln (1809 – 1865)

Le Président Lincoln, offusqué par les taux usuraires des financiers européens et sur propositions d'un de ses amis (le Colonel Dick Taylor), obtint en **1862** le vote du **Legal Tender Act** par lequel le Congrès autorisait l'émission par le Trésor d'une monnaie non soumise du paiement d'un intérêt : Les dollars **"Greenbacks"**, ainsi dénommés parce que leur verso était imprimé avec de l'encre verte.

C'était une application "à la lettre" de l'article I, section 8, de la Constitution de 1787. Les tirages étaient limités et décidés par le Congrès.

> **Aparté :** Si vous êtes passés par le § **2.3.4**, vous admettrez que Lincoln avait adopté la seule vraie bonne solution.

Les Greenbacks ont permis de financer les armées de l'Union, à moindre frais, tout en limitant la dette publique.

Il faut comprendre que les Greenbacks ne remplaçaient pas les émissions par emprunts aux grandes banques locales et étrangères, les deux systèmes coexistaient. Il constituait par contre un immense "manque à gagner" pour ces dernières, une déloyale et intolérable concurrence.

Le 14 avril 1865 Lincoln fut assassiné.

Son successeur, le Président **Andrew Johnson**, a immédiatement suspendu l'impression des Green Back. Le 12 avril 1866, le Congrès officialisait sa décision par le vote du **Contraction Act** qui stipulait que les billets Greenbacks de Lincoln seraient progressivement retirés de la circulation monétaire, (mais toutefois pas complètement).

Il n'a pas été possible de retirer de la circulation tous les Greenbacks de Lincoln car les banques privées américaines, puisqu'ils étaient garantis par le Trésor, les avaient utilisés comme monnaie de réserve pour émettre leurs propres billets, avec intérêts. Cela semble scandaleux, mais c'était parfaitement légal, puisque, soulignons le, les Greenbacks étaient un moyen, pour l'Etat et pour l'Etat seulement, de financer ses besoins sans intérêts. Que ces billets servent ensuite, pour les besoins des ménages et des entreprises privées, à des dépôts en contrepartie d'émissions monétaires soumises à intérêts, n'était ni contradictoire ni choquant.

2.4.3 – La question de l'Argent (métal)

Aux Etats-Unis, la question de la monnaie est contaminée par celle de l'Argent (métal). Elle est intéressante car elle a été le révélateur des vrais enjeux.

Pour faire simple, à la fin de la Guerre de Sécession, quelle était la situation ? Tentons de mettre toutes les cartes sur le tapi :

- Le total de la dette publique, qui ne dépassait pas 65 millions de dollars en 1860, atteignait près de 2.800 millions de dollars en 1866 (un beau pactole pour les créanciers) ;
- L'Union s'était engagée à rembourser ses dettes en monnaie or, et non pas en billets ou certificats ;
- Les budgets fédéraux se soldaient chaque année par des excédents énormes, atteignant 150 millions de dollars en 1881, 130 en 1882 ; Ces excédents étaient convertis en or avec lequel le Gouvernement Fédéral remboursait la dette ;

- La dette publique était nationale, mais les trois quarts de l'Union (Etats de l'Ouest et du Sud) étaient débiteurs du dernier quart établi sur la côte Atlantique et maître des grands débouchés commerciaux ;
- La production des mines d'argent dans les États et Territoires du Pacifique, Nevada, Californie, Utah, Colorado, etc., avait pris depuis quelques années une énorme extension ; Ces mines qui rendaient à peine 2 millions de dollars en 1861, en donnaient déjà 12 en 1868, 16 en 1870, 23 en 1871 ; Le total atteignait 28 millions de dollars en 1872, 35 en 1873, 37 en 1874, près de 39 en 1876, soit environ 40 % de la production annuelle d'argent dans le monde entier ;
- Le 16 février 1878, le Sénat américain adoptait le *Silver Bland Bill*, qui obligeait le Trésor américain à acheter, chaque mois, au minimum 2 millions de dollars, et au maximum 4 millions de dollars, de lingots d'argent, et à les transformer en pièces de monnaie ou émettre des billets de banques en contrepartie ;
- Il y avait, en 1874, plus de deux mille banques nationales investies du droit d'émettre des billets de banque garantis par le dépôt au Trésor d'une valeur nominale correspondante en *bonds* des Etats-Unis (dettes de la guerre), et leur circulation totale atteignait environ 350 millions de dollars ;
- Le 31 mai 1878, une loi a fixé à 346 millions de dollars le montant total définitif des *Greenbacks* et décidait que le Trésor, au lieu d'anéantir les billets au fur et à mesure de leur présentation à ses guichets, devrait indéfiniment les remettre en circulation ; Ils étaient remboursables en or, en toutes quantités et à vue, au gré des porteurs, et tenus aux États-Unis pour un moyen de paiement aussi sûr que l'or ;
- En contrepartie de toute cette monnaie-papier, fin 1884, on n'évaluait pas à plus de 133 millions de dollars argent et 140 millions de dollars en or, dont 100 millions de dollars d'or, immobilisés, en vertu d'une loi de 1882, comme réserve spéciale pour le remboursement des billets de crédit fédéraux (Greenbacks) ; Le taux de couverture des Greenbacks était donc de 1 pour 3,5, et celui des autres "billets" de 1 pour deux, dont ¼ en or et ¾ en argent ;
- En juillet 1885, le paiement des droits de douane, principale source d'encaissements du Trésor, s'effectuait de plus en plus en monnaies d'argent ou en certificats représentatifs de ces monnaies ; le Trésor n'avait plus à sa disposition que 16 millions de dollars en or disponibles ;

[source : La question de l'argent aux Etat-Unis, in La Revue des Deux Monde, mai-juin 1886, pp 642 à 680
http://www.revuedesdeuxmondes.fr/user/details.php?code=61039]

Quel sens donner à tout cela ?

Sous le poids de l'énorme dette de la guerre de sécession, il était essentiel que l'économie tourne, et pour cela il fallait de la monnaie papier, puisque les strocks d'or et d'argent étaient insuffisants.

Mais on ne pouvait pas ajouter trop de dette monétaire : d'où les Greenbacks sans intérêts, ce qui ne plaisait absolument pas aux "hardmoneymen", ni aux banquiers : d'où le compromis consistant en une émission limitée à 349 millions de dollars.

Les Etats de l'Ouest avaient d'énormes ressources en métal Argent et étaient les plus endettés : d'où le *silver Bland Bill* de 1878.

Mais d'une part les créanciers de la dette de guerre tenaient à se faire payer en or, et pas en argent, et d'autre part l'excès d'argent par rapport à l'or dans les banques américaines pouvait mettre à mal le commerce des Etats-Unis avec l'Europe, qui était en train d'abandonner l'argent comme métal de référence et de moyen d'échanges internationaux : d'où le compromis consistant en la limitation à 4 millions de dollars mensuel dans l'application du *silver Bland Bill*.

Paradoxalement, les partisans de la monnaie papier, les "inflationists", trouvèrent des alliés parmi les partisans du bimétallisme, c'est-à-dire les partisans de la monétisation de l'argent (métal), les ressources de mines étant jugé "infinies", du moins face au problème de la dette de guerre : d'où le fait que les deux affrontements (monnaie métallique contre monnaie papier et monnaie or contre monnaie argent) se sont souvent confondus.

Les Etats-Unis étaient en permanence sur la corde raide, et tout était question de mesure et d'équilibres parfois subtils.

Lorsqu'en décembre 1871, Bismarck fit passer l'Allemagne du monométallisme "argent", au monométallisme "or", il poussait une pièce maîtresse en faveur des Etats américains du Nord-Est, contre ceux de l'Ouest et du Sud. Le savait-il ? Il y a tout lieu de penser que oui. Les accointances de l'Allemagne avec les Etats industriels du Nord-Est étaient évidentes. Il est certain, en tous cas, que le choix allemand entraînera le reste de l'Europe, puis le reste du monde.

2.4.3 – Succession de crises

L'émission monétaire était quasi exclusivement du ressort des banques privées. La technique d'émission était simple : émission de billets de banque en contrepartie de dépôts (pour moitié) OU de reconnaissances de dettes (pour l'autre moitié) plus ou moins bien garanties. Il n'y avait cependant aucune unité, aucune coordination : C'était "le marché", la loi de l'offre et de la

demande, les débats du Congrès, et l'intérêt bien compris des banques qui "régulaient" tout ça.

En fait, les américains, du point de vue monétaire, se sont retrouvés quasiment à la case départ (cf § **2.4.1**) : Une économie qui s'était considérablement développée était toujours portée par un système monétaire non centralisé, non coordonné, et basé sur deux valeurs de réserves (l'Or et l'Argent). Bref, il n'y avait aucun contrôle possible de la masse monétaire.

Le résultat fut une succession de crises qui eurent toutes pour causes soit un excès d'émissions, soit un manque de réserves, ce qui en fait est la même chose.

- 11 mai 1866 : "Black Friday" ;
- 9 mai 1873 : Ouvre la période dite "de la grande stagnation", jusqu'en 1896 ;
- 1890 : "Crise Baring" ;
- **1893** : "Panique de 1893" (Lors de cette crise, le financier John Pierpont Morgan, président de la banque du même nom, la *J.P. Morgan & Co* vint à l'aide du Trésor américain) ;
- **1907** : "Panique de 1907" (Lors de laquelle John Pierpont Morgan vint encore au secours des institutions financières, dont le Trésor).

Les crises de 1893 et de 1907 furent pour beaucoup dans les évolutions ultérieures. Par deux fois, le système bancaire américain, non centralisé, s'était trouvé sans "préteur (solvable) de dernier recours". Par deux fois, J.P. Morgan avait personnellement coordonné les institutions financières et s'était posé en sauveur.

[Il faut toujours être prudent avec les sources d'information que l'on trouve sur internet. Mais l'article de wikipédia sur la "Panique bancaire américaine de 1907" est très détaillé, documenté, ses sources sont multiples, bref il est très bien fait et comme il est accessible à tous on vous le conseille.]

Les deux crises avaient révélé les failles du système (manque de coordination, de centralisation, et absence de préteur de dernier recours). C'est donc tout naturellement que John Pierpont Morgan, imagina de réunir quelques grands banquiers, pour réfléchir à un système sensé éviter ces déboires.

2.4.4 – L'Ile de Jekyll

A partir du 22 novembre 1910, et pour une semaine, John Pierpont Morgan offrit une de ses résidences, située sur l'Île de Jekyll, comme cadre à une réunion historique.

Etaient présents :

- Le Sénateur Nelson Aldrich, Président de la *National Monetary Commission*, accompagné de son secrétaire privé, Shelton.
- Henry Davison, associé principal de la John Pierpont Morgan Company et considéré comme son émissaire personnel.
- Charles Norton, président de la First National Bank de New York.
- Benjamin Strong, le directeur général de la J. P. Morgan's Bankers Trust Company.
- A. Piatt Andrew, Secrétaire adjoint du Trésor et Aide Spécial de la National Monetary Commission.
- Paul Warburg. C'était l'un des hommes les plus riches du monde. D'origine allemande, il se fit ensuite naturaliser citoyen américain. En plus d'être un partenaire de la Coon, Loeb and Company - il avait épousé en 1893 la fille du banquier Salomon Loeb, propriétaire de la banque Kuhn, Loeb & Co de New-York - il représentait sur place la dynastie bancaire des Rothschild d'Angleterre et de France. Associé avec son frère Felix, il entretenait également des liens étroits avec son autre frère Max Warburg, le directeur en chef du consortium bancaire Warburg d'Allemagne et des Pays-Bas.

John Pierpont Morgan, était le beau-père de John D. Rockefeller et grand-père de Nelson Rockefeller, un ancien vice-président des États-Unis. Il n'était pas physiquement présent, mais parfaitement représenté.

C'est de cette réunion que sortit l'architecture de ce qui allait devenir la Réserve Fédérale Américaine, communément appelée "la FED".

> **Aparté :** Certains auteurs, militants, voient dans cette réunion, une sorte de **complot**. Cela n'aide en rien à la compréhension et tel n'est pas notre point de vue. Lorsque des ingénieurs se réunissent pour construire un barrage hydraulique on ne parle pas de complot. Lorsque des syndicalistes se réunissent pour organiser une grève, ils exercent leur mandat, et si personne ne suit, la grève avorte. Des représentants des grandes banques se sont donc réunis et ont produit, dans le contexte de l'époque, et eu égard aux problèmes qui se posaient, ce qu'ils pouvaient produire de meilleur, mais en tant que "banquiers", et non en philanthropes, ni en défenseurs des plus démunis.
> Dire que des banquiers "complotent" contre leurs clients, c'est dire que les lions "complotent" contre les gnous dans la savane africaine. Mutatis Mutandis, il est autant dans la nature des lions de s'intéresser à la chair des gnous, que dans celle des banquiers de s'intéresser à la monnaie des gens de la rue.
> Par ailleurs, il n'échappera pas au lecteur, que le présent exposé entend mettre en évidence de longs processus d'évolutions qui se sont développés sur des millénaires, avec des points forts, qui ne sont que des repères temporels, chaque étape ayant forcément toujours été conditionnée par les précédentes. Ce qui contredit totalement toute notion de "complot".

2.4.5 – La création de la FED

Après un long et efficace travail de lobbying auprès des parlementaires, le 23 décembre 1913, le *Federal Reserve Act* fut présenté au congrès entre 1h30 et 4h30 du matin. Dans la foulée, le projet passa immédiatement au Sénat, si bien qu'à 6h02, toute l'affaire était bouclée et le projet était définitivement adopté.

Au vu de tout ce qui précède, la "Réserve Fédérale Américaine" originale, relevait plutôt de l'ornithorynque :

- Il s'agissait d'un établissement monétaire privé,
- préteur de dernier recours aux autres banques privées.
- Les banques privées étaient seules habilitées à émettre, avec intérêts, la monnaie scripturale, pour le secteur privé comme pour l'Etat.
- La FED avait le monopole absolu de l'émission de monnaie fiduciaire (billets de banque + pièces).
- Pour éviter les sur-émissions de monnaie scripturales, les banques émettrices étaient soumises, à deux types de dépôts auprès de la FED :
    - pour couvrir leurs besoins en monnaie fiduciaire (pièces et billets), des dépôts de réserves (or) ;
    - pour garantir les émissions de monnaies scripturales des certificats de fonds propres.
- Le congrès restait maître des taux pratiqués par la FED auprès des autres banques.
- Les bénéfices annuels de la FED revenaient au Gouvernement Fédéral et en aucun cas à ses actionnaires.
- La FED n'avait absolument rien de "fédéral",
- et, via les participations croisées, la majorité des actionnaires représentaient des capitaux non américains.

Actionnaires initiaux de la FED :

- Rothschild Banks of London and Berlin
- Lazard Brothers Bank of Paris
- Israel Moses Sieff Banks of Italy
- Warburg Bank of Hamburg and Amsterdam
- Lehman Brothers Bank of New York
- Kuhn Loeb Bank of New York
- Chase Manhattan Bank of New York
- Goldman Sachs Bank of New York

2.4.5.1 – L'essentiel : les intérets.

Dans cette bataille "Gouvernement fédéral contre banquiers privés", la FED initiale laissait donc de larges pouvoirs au Gouvernement et au Congrès, mais l'essentiel du projet des grandes banques était passé : TOUTE la monnaie émise aux Etats-Unis d'Amérique serait émise par les banques privées, avec intérêts, via un établissement financier qu'elles contrôlaient en grande partie puisqu'il ne pouvait pas fonctionner sans elles.

Cela signifiait, comptablement, que les banques empochaient automatiquement un pourcentage de la croissance économique annuelle, et

que ce pourcentage, qui pouvait être marginal au début, augmentait automatiquement.

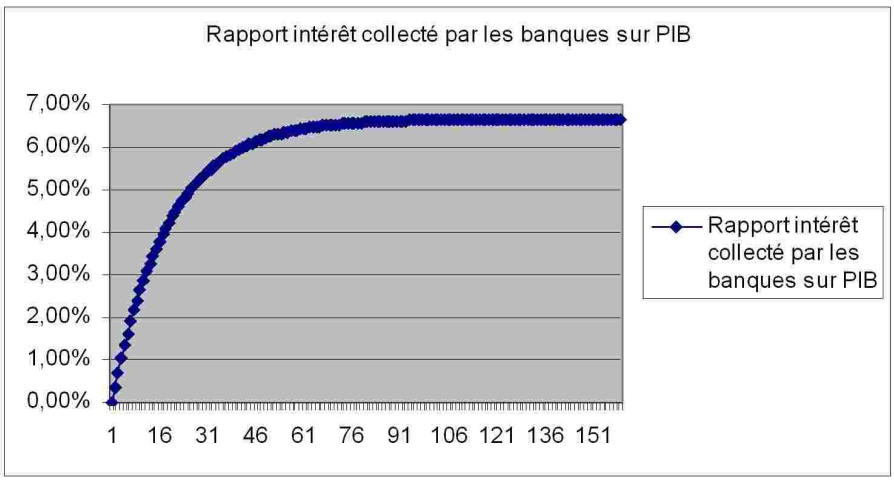
Par exemple, si l'on fait une simulation sur tableur, sur les bases suivantes :

- PIB : base 10 en 1913 et croissance de 10% par an,
- Masse monétaire : base 1 en 1913 et croissance de 10% par an,
- Taux d'intérêt de 4% par an,

on observe, colonne (8), que la part du PIB prélevée par les banques passe de 0,36% en 1914 à … 3,07% dix ans plus tard. Mais que cette part suit une courbe hyperbolique qui tend vers un maximum égal à 6,666% (2/3/10).

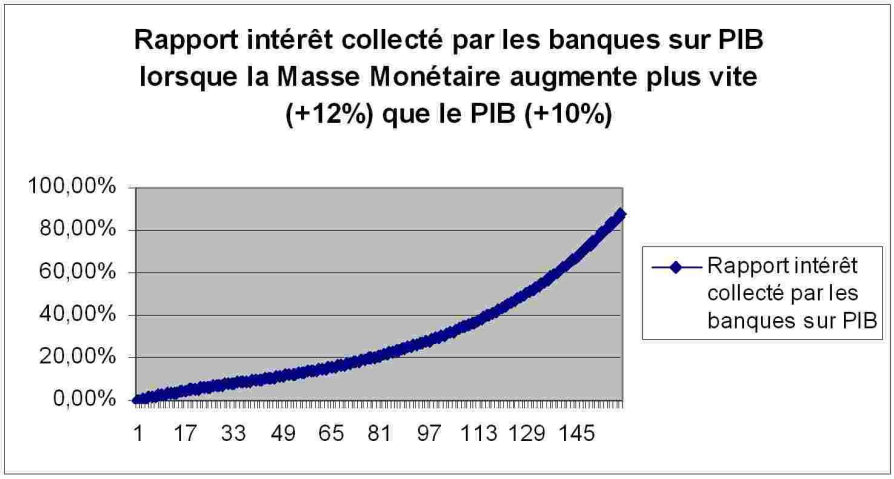
Tableau N°2

	(0)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
			(2) = (7)	(3) = (1) - (2)	(4) = (1) * 0,4%	(5) = (1) + (4)	(6) = (3)	(7) = (5) - (6)	(2) / (0)
Années	PIB	K emprunté début année N	Intérêts N-1 remboursés début année N	Masse Monétaire disponible en N	Intérêts sur K emprunté en début d'année N	Dette résultant de l'emprunt de début d'année N	Remboursement K en fin d'année N	Dette restante cumulée	Rapport intérêt collecté par les banques sur PIB
1913	**10,000**	**1,000**	0,000	1,000	0,040	1,040	1,000	0,040	0,00%
1914	11,000	1,140	0,040	1,100	0,046	1,186	1,100	0,086	0,36%
1915	12,100	1,296	0,086	1,210	0,052	1,347	1,210	0,137	0,71%
1916	13,310	1,468	0,137	1,331	0,059	1,527	1,331	0,196	1,03%
1917	14,641	1,660	0,196	1,464	0,066	1,727	1,464	0,263	1,34%
1918	16,105	1,873	0,263	1,611	0,075	1,948	1,611	0,337	1,63%
1919	17,716	2,109	0,337	1,772	0,084	2,193	1,772	0,422	1,91%
1920	19,487	2,371	0,422	1,949	0,095	2,465	1,949	0,517	2,16%
1921	21,436	2,660	0,517	2,144	0,106	2,767	2,144	0,623	2,41%
1922	23,579	2,981	0,623	2,358	0,119	3,100	2,358	0,742	2,64%
1923	25,937	3,336	0,742	2,594	0,133	3,470	2,594	0,876	2,86%
1924	28,531	3,729	0,876	2,853	0,149	3,878	2,853	1,025	3,07%



Par contre, il suffit que la Masse Monétaire augmente légèrement plus vite que le PIB, par exemple de 12% au lieu de 10% par an, et alors, **la part du PIB prélevée par les banques ne plafonne plus, elle suit une courbe exponentielle**.

De 1981 à 2007, le PIB des USA a augmenté de 337%, tandis que la masse monétaire (M3), a augmenté de … 477%.
[Source : http://www.crisedusiecle.fr/menu-usa.html]



Quelques hommes politiques américains, n'ont cessé de dénoncer ce quasi racket programmé. Le plus connu en France fut Charles August Lindbergh, père du célèbre aviateur, qui publia la même année un essai particulièrement documenté (*Banking, Currency, and the Money Trust*, 1913).

Cela signifiait aussi que la totalité de la masse monétaire américaine circulante avait pour contrepartie un stock d'or ET une dette globale. La somme des deux représentait une valeur, en permanence, supérieure à la masse monétaire circulante, puisque l'endettement comprenait les intérêts.

Structurellement le système restait assez semblable à celui de Johan Palmstruch (voir § **2.3**), et allait produire les mêmes effets.

2.4.5.2 – Nouveau rôle de la monnaie fiduciaire

Pourquoi l'épisode de la création de la FED est-il si important ? Tout simplement parce qu'il consacrera une pratique qui passerait inaperçue si l'on n'y attirait votre attention.

Si vous avez bien suivi, jusque là les banques avaient des stocks d'or résultants de dépôts, et ces stocks leurs servaient de réserve (fractionnaire) pour émettre de la monnaie (scripturale et fiduciaire) convertible en or ou en argent, à condition que tout le monde ne vienne pas réclamer son or ou son argent en même temps, car les quantités de lingots déposées était

insuffisantes, comme nous l'avons vu. La promesse de remboursement pouvait être individuellement honorée, mais **collectivement cela était impossible**.

En réalité les banques avaient DEUX obligations à honorer envers leurs clients, **considérés individuellement** :

- convertir leur monnaie en or ou en argent ;
- convertir leur monnaie scripturale en monnaie fiduciaire.

La FED a consacré l'idée que les billets de banque avaient la même valeur de réserve que l'or puisqu'il était nécessaire d'en garder pour les besoins en liquidités des clients. Cette idée a été renforcée par le fait que la FED avait le monopole de l'émission des billets et que sur le verso des billets figurait la mention obligatoire :

"This note is receivable by all national and member banks and Federal Reserve Banks and for all taxes, customs and other public dues. ***It is redeemable in gold on demand*** *at the Treasury Department of the United States in the city of Washington, District of Columbia or in gold or lawful money at any Federal Reserve Bank".*

Le gouvernement des Etats-Unis était un gouvernement "fédéral" et les billets portaient à l'avers la mention "The United States of America" et au revers "Federal Reserve Note". Enfin, bien qu'émis par une institution privée, ils portaient à l'avers les signatures du Directeur et du Secrétaire du Trésor américain. Tout était fait pour forcer la confiance en la convertibilité.

De fait, à partir ce la création de la FED, bien que la convertibilité totale des billets en or était notoirement impossible, l'ensemble du système bancaire, mais aussi les gens, les citoyens, se comportèrent graduellement "comme si" or et monnaie fiduciaire étaient permutables, remplaçables, et finalement équivalents.

Donc pour résumer et simplifier la part des dettes prenait une part plus importante dans la contrepartie de la monnaie fiduciaire, laquelle était de plus en plus admise comme contrepartie de la monnaie scripturale, en lieu et place de l'or. Le système garantissait donc en grande partie la monnaie scripturale par des dettes, lesquelles étaient garanties (en partie) par d'autres dettes.

Le schéma, à comparer avec les schémas du paragraphe **2.3.2**, était le suivant :

{ OR + DETTES } ⇔ { MONNAIE FIDUCIAIRE }
{ MONNAIE FIDUCIAIRE + DETTES } ⇔ { MONNAIE SCRIPTURALE }

On constate que la FED n'a fait que généraliser l'usage qu'avaient fait les banques des Greenbacks de Lincoln, quand elles s'étaient mises à les utiliser comme monnaie de réserve (cf paragraphe **2.4.2.3**).

La mention obligatoire qui figure sur les Dollars émis en 2009 est :
*This note is legal tender **for all debts**, public and private.*

Aparté important : Au delà de la simple technique monétaire, le système de la FED consacre aussi un mode de gouvernance. Celui-ci est basé sur un principe simple. Il

consiste à admettre qu'il existe deux formes humaines sur Terre : la foule et l'individu. Tout l'art de gouverner consiste à faire croire à la foule que ce qui est vrai pour chaque individu, pris isolément, est vrai pour tous. Ce qui est non seulement faux, mais en plus, c'est le contraire qui est vrai : Ce qui est possible pour l'individu est absolument impossible pour tous.
Le système d'émission monétaire de la FED consacre donc un monde qui impose insidieusement à tout collectif, le "chacun pour soi".

2.5 – En France, de la Révolution à la Première Guerre Mondiale

2.5.1 – Les Assignats

Après la douloureuse expérience du système de Law, la France sera encore échaudée par une nouvelle tentative de recours à la monnaie papier pendant la Révolution. Cette tentative est en général connue sous le nom de "désastre des Assignats".

Le contexte était le suivant : Avant la Révolution, les finances royales étaient dans un tel état que la moitié du budget royal servait à rembourser une dette qui, en réalité, ne faisait qu'augmenter et servir de rente pour les créanciers.

Aux dettes du royaume s'ajoutèrent celles de la révolution, et c'est ainsi, que, tout ou presque ayant été gagé, le 2 décembre 1789, sur proposition du député Talleyrand, l'assemblée constituante décida la confiscation et la mise en vente immédiate de tous les biens du clergé, devenus biens nationaux, en contrepartie de quoi, en attendant que les opérations de ventes se réalisent, on émit des billets "assignés" sur ces biens, la plupart, immobiliers.

Principe : Les biens nationaux étaient mis aux enchères, et ceux qui voulaient les acquérir ne pouvaient le faire qu'en assignats qu'ils devaient acheter

contre monnaie or ou argent. Si Talleyrand avait proposé la vente des biens du clergé, il était, par contre, trop conscient de ce qui risquait de se produire pour ne pas être farouchement opposé à ce système des assignats.

Evidemment l'Etat émit des assignats pour un montant numéraire immensément plus important que la valeur des biens nationaux à vendre, ce qui eut pour conséquence une dévaluation régulière, jusqu'à atteindre la valeur "zéro" en 1796.

Les "planches d'impression", tampons, et poinçons, furent brûlés en public place Vendôme, le 30 pluviôse, an IV de la République (19 février 1796).

Il est probable que cette destruction finale **par le feu** est pour beaucoup dans l'image diabolique de "la planche à billets" attachée ensuite à toute création monétaire … par l'Etat.

2.5.2 – La prudence de Napoléon

Fort des expériences malheureuses des systèmes de Law et des assignats, Napoléon fit preuve de la plus grande prudence lorsqu'il créa la Banque de France en 1800, et autorisa à nouveau des émissions de billets.

> **Aparté :** On notera la même **tromperie sémantique** que celle déjà opérée en 1694 lors de la création de la Banque d'Angleterre, ou en aux Etats-Unis lors des créations successives des "National Banks", puis de la "Réserve Fédérale". A chaque fois le nom donné à la banque est suffisamment explicite pour que les gens croient "dur comme fer" qu'il s'agit de "La Banque de la Nation".
> La Banque de France créée par Napoléon était une société anonyme au capital constitué de 30000 actions de 1000 Fr, souscrites par des banquiers et négociants parisiens.
> Ce n'est qu'en 1936, que le gouvernement du **Front Populaire**, estimant contraire à l'intérêt général que le contrôle de la monnaie relève du privé, décidera de modifier les statuts de la Banque de France par la loi du 24 juillet 1936, laquelle donnera aux pouvoirs publics les moyens d'intervenir plus efficacement dans la politique monétaire. Mais elle demeurera privée.
> C'est la loi du 2 décembre 1945 qui nationalisera définitivement la Banque de France comme le prévoyait le programme du **Conseil National de la Résistance (CNR)**.

Ceux-ci étaient émis en contrepartie de dépôts d'or, …ou (avec intérêts) d'effets de commerce remis à l'escompte (voir § **2.2.3**). Au début, seules de très grosses coupures étaient émises. Il s'agissait d'ailleurs plus de "bons au porteur" que de monnaie à proprement parler.

Et puis, comme il ne se passait rien de fâcheux, avec le temps, on reprit confiance, et la Banque de France se mit à émettre des coupures de plus en plus petites.

En 1847 on émit des coupures de 200 Fr, convertibles contre 1,805180448 once d'or pur (soit près de 2330€ au cours du 11/01/2012) puis 50 Fr en 1857, 25 Fr en 1870, 10 & 5 Fr en 1871.

Cette monnaie papier était toujours convertible en or, mais, vous l'aurez compris, puisqu'une part croissante était émise contre des effets de commerce, la couverture totale était impossible.

Mêmes causes, mêmes effets, en 1914, pour les besoins de financement de l'effort de guerre on suspendit la convertibilité du Franc en or. En cas de guerre les questions de dettes ou d'inflation sont toujours remises à plus tard. Elle ne fut (provisoirement) rétablie qu'en 1928.

2.6 – De la Première Guerre Mondiale à la République de Weimar

Tandis qu'aux Etats-Unis on pensait trouver en la FED la solution aux crises successives, c'est la Première Guerre Mondiale, qui, sur le vieux continent, allait effacer les montagnes de dettes, pour les remplacer immédiatement par d'autres, encore plus importantes, mais prises en charge par le vaincu.

L'économie d'après guerre a justifié le recours incontournable, en plus des Colonies, au "pillage" de l'économie allemande, y compris de ses ex-colonies, pour empêcher l'écroulement de la pyramide des dettes de la guerre.

Le Traité de Versailles a imposé à l'Allemagne le paiement de dommages de guerre exorbitants (à la hauteur, probablement, du traumatisme psychologique collectif de l'hécatombe dont "les boches" étaient dits les uniques responsables, mais économiquement irréalistes, voire désastreux). Les ressources, toutes les ressources de l'Allemagne, devaient être consacrées aux réparations des dommages de guerre :
Colonies et territoires annexés, ressources naturelles prélevées, productions réquisitionnées, suppression des droits des brevets industriels, émissions obligatoire de bons du trésor payables en or, à échéances, d'abord sans intérêts puis avec intérêts, etc… Le remboursement de la dette globale n'était envisagé, si tout s'était passé comme prévu, qu'à la fin des années 1980…

Avec une telle charge sur le dos, dont l'économiste Keynes, négociateur à Versailles, estimait qu'elle n'était supportable ni par l'économie allemande, ni même par l'économie mondiale, l'effondrement était quasi programmé.

[Source : John Maynard Keynes, Les conséquences économiques de la paix (1919). Traduction française de Paul Frank, 1920. Paris Éditions de la Nouvelle Revue Française, 1920, onzième édition, page 117.
http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/consequences_paix_1/paix_1.html]

Pour espérer sortir, un jour, de sa dette de guerre, l'Allemagne devait investir. Les ressources immédiates étant prélevées, elle devait emprunter. Et les emprunts ne pouvaient être garantis que par les ressources extérieures futures (exportations). Quand ils étaient acceptés, les emprunts se faisaient à courts termes et à taux élevés. Or les exportations habituelles de l'Allemagne d'avant guerre étaient prélevées en nature au titre des dommages de guerre. D'autre part les "alliés vainqueurs" entendaient aussi profiter du marché allemand et avait interdit à l'Allemagne tous droits de douane limitant les importations. Tout était donc bien ficelé pour que les excédents commerciaux salvateurs soient impossibles, …sauf inflation… Et ce fut, de 1920 à 1924, une hyperinflation restée dans toutes les mémoires.

26/09/1923

16/10/1923

Cette hyperinflation aurait pu quasiment annuler la dette de guerre, puisque la monnaie ne valait plus rien, si ce n'est qu'elle était libellée en Mark-or, Livre Sterling ou Dollars…

Du 10 janvier 1923 au 30 juin 1930, les troupes françaises et belges ont occupé la Rhénanie pour assister des milliers de mineurs, ingénieurs, techniciens, cheminots, français et belges, envoyés exploiter "directement" les ressources minières et prendre livraison des ressources industrielles de la Rhur (acier, bois, machines, produits agricoles, etc.). A cette fin, la "Régie des

Chemins de Fer des Territoires Occupés", ainsi que la 'Régie des Mines" ont été créées.

Contre l'hyperinflation allemande, et afin d'assurer aux ouvriers et mineurs franco-belges un pouvoir d'achat constant, une monnaie a même été créée et mise en circulation du 1er novembre 1923 au 15 décembre 1924.

Aparté : Application de la théorie quantitative de la monnaie (voir § **4.7**), certains économistes considèrent que cette hyperinflation n'a pas été due à une création monétaire excessive, mais à une perte de confiance du peuple allemand en sa propre monnaie. Les allemands se seraient mis à se débarrasser de leurs billets, de plus en plus rapidement, ce qui aurait accru sa vitesse de circulation dans l'économie, et le processus se serait emballé.

Nous laisserons de côté l'histoire des moratoires, remises, et annulations de cette dette de guerre de l'Allemagne au titre de la 1ère guerre mondiale. Pour l'anecdote on retiendra que l'Allemagne a fini de payé le 3 octobre 2010 (!) le reliquat des intérêts des emprunts obligataires contractés entre 1924 et 1930 pour payer cette dette, intérêts dont le paiement avait été reporté, par un accord conclu en 1953, à vingt ans après une hypothétique réunification de l'Allemagne. Précision et discipline allemande oblige, ce fut fait au jour près, qui tombait un dimanche (mais en 2010, l'Allemagne a emprunté pour 90 milliards d'Euros sur les marchés obligataires…).

Nous avons déjà vu (cf § **2.3.7**) en quoi ce pillage des voisins est incontournable. Nous reviendrons plus loin sur le sujet.

2.7 – La crise de 1929

Nous avons vu que les banquiers ont imaginé le système de la Banque Centrale (privée) pour éviter, aux politiques et à eux-mêmes, les tentations de

sur-émissions de monnaie scripturale ou fiduciaire, lesquelles s'étaient si souvent révélées dévastatrices.

Mais était-ce le bon remède ?

Assurément non puisque quelques années plus tard la plus grande crise monétaire de l'histoire contemporaine terrassait les économies du monde entier.

La première conséquence de la création de la FED ne fut pas d'augmenter les réserves des banques, mais au contraire, de facto, de les diminuer de moitié dans les 4 ans qui suivirent, de sorte que l'émission de monnaie doubla.

Conséquence mécanique : Les stocks d'or n'étaient plus la contrepartie que de 40% de la masse monétaire, le reste était fait de dettes.

2.7.1 – La crise de 1929 : ses origines

Avant 1929, rassurée par la toute nouvelle FED, l'économie américaine a tourné à plein régime, et les banques se sont trouvées confrontées à un besoin de monnaie grandissant. Toujours plus de monnaie était émise, en contrepartie de toujours plus de "promesses de remboursement", c'est à dire de dettes, selon le mécanisme expliqué au § **2.3**.

Pour augmenter leurs surfaces financières (eu égard à la concurrence), mais aussi pour satisfaire la demande, les banques se sont mises à accepter en "garanties" de remboursement de prêts, à peu près tout et n'importe quoi.

Par exemple, on autorisait le cautionnement d'émission de monnaie par l'achat d'actions avec une couverture de 10% seulement. C'est-à-dire qu'avec 1.000 dollars on pouvait obtenir d'une banque la création de 9.000 dollars, afin d'acheter 10.000 dollars d'actions. Ce qui revenait à cautionner 9.000 dollars, plus les intérêts, avec 10.000 dollars en actions dont on espérait que le rendement à venir (espéré) allait permettre d'éteindre la dette, c'est-à-dire qu'on pariait que le taux de rendement des actions allait être supérieur au taux d'émission monétaire.

D'une certaine manière, c'était un peu comme si on avait encouragé des alpinistes à n'utiliser de corde que pour un alpiniste sur dix, sous prétexte qu'il ne serait pas irréaliste d'espérer que tous ne tombent pas.

En 1929, l'endettement global atteignait 370% du PIB des Etats-Unis.

Ce qui devait arriver arriva, le mécanisme si souvent à l'œuvre se reproduisit : perte brutale de confiance dans les capacités globales de remboursement ; panique boursière ; panique bancaire ; etc.

Pour revenir à nos alpinistes, à la première chute, tout le monde a demandé des cordes pour tout le monde, et en même temps…

2.7.2 – Propagation de la crise

Nous verrons plus loin comment le mécanisme de création monétaire imaginé par Johann Palmstruch en 1661, ne peut conduire qu'à des effondrements cycliques des systèmes bancaires, par effondrement de la pyramide des dettes.

Rappelons-en encore le principe : Une émission, avec intérêt, de monnaie-papier, ou scripturale, est garantie par des dépôts d'or ou d'autres valeurs réelles, mais aussi, partiellement, par de simples reconnaissances de dettes.

La seule manière de ralentir la chute fatale, c'est d'aller prélever des ressources monétaires chez les voisins. D'où les politiques coloniales, d'où ensuite les politiques anti-protectionnistes interdites aux plus faibles.

Les systèmes bancaires étaient donc très interdépendants et les fonds levés en Europe pour compenser la dette américaine ont simplement réparti cette dette en l'ajoutant à celles, déjà conséquentes des pays du vieux continent. Partout les seuils d'effondrement ont été dépassés, et c'est l'ensemble des systèmes bancaires qui s'est écroulé, avec son cortège de "plans de rigueur", de faillites, de baisse des salaires, de flambée du chômage, de baisse de la consommation, de la production, etc.

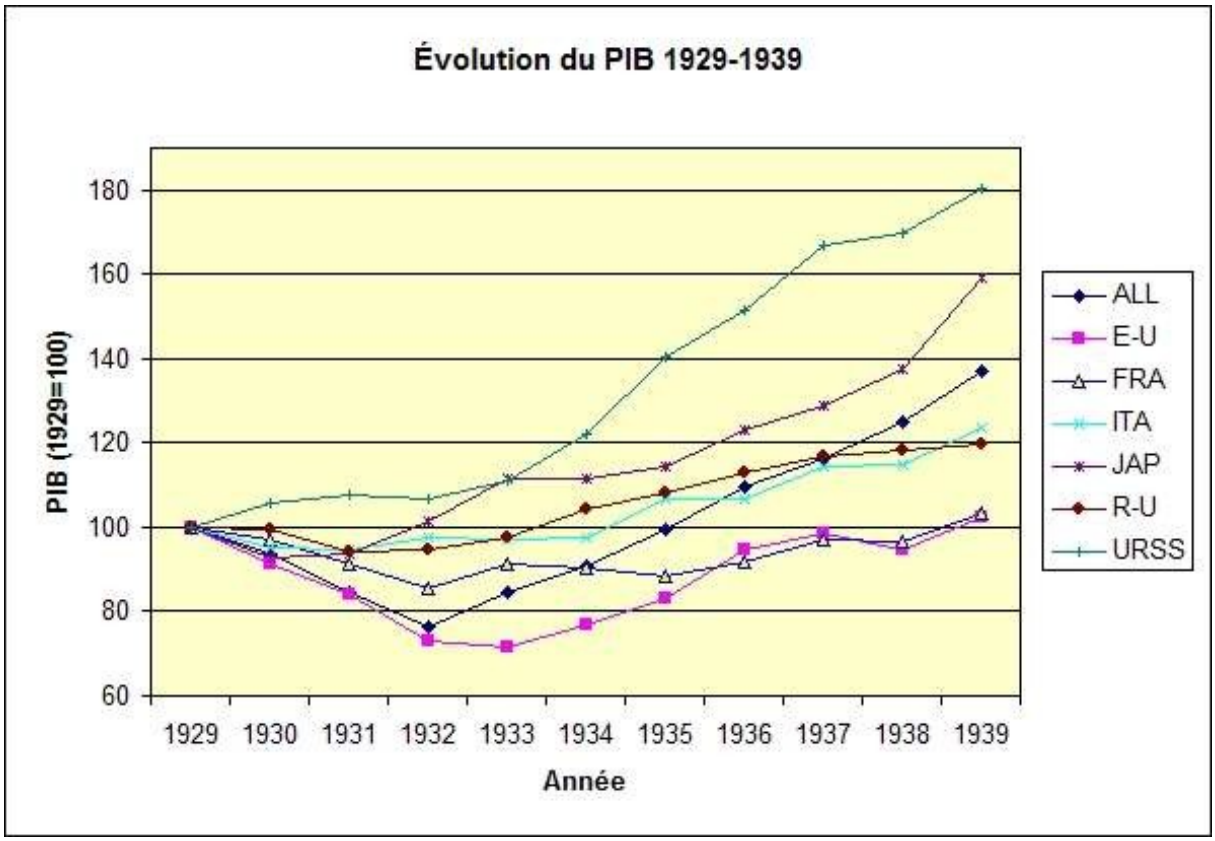
On remarque dans le tableau ci-dessous, qu'entre 1929 et 1933, tous les pays qui avaient adopté ce système de création monétaire, et dont les systèmes économiques et bancaires, identiques, étaient impérativement fortement dépendants, ont subi une forte dépression (baisse du PIB jusqu'à – 25% !)

L'URSS n'était pas complètement coupée du reste du monde, mais elle émettait sa monnaie selon d'autres règles et principes, elle était donc quasi immunisée (contre ce type de crise en tous cas).

Par contre l'Allemagne qui sortait de l'hyperinflation de 1920-24, et dont l'économie dépendait de crédits extérieurs à courts termes (voir § **2.6**), s'est retrouvée sans aucun financement extérieur. Vigilance pour ne pas retomber dans l'inflation + perte des financements extérieurs ont au contraire provoqué une déflation. Et déflation sur fond de surendettement (de guerre + monétaire), les conditions étaient réunies pour provoquer une très grave récession.

> **Aparté important :** Nous commençons à percevoir que toute sur-émission monétaire entraîne un surendettement. La combinaison des deux conduit soit à l'inflation (effets directs de la sur-émission monétaire), soit au contraire à la déflation (effet direct du surendettement). Il y a tout lieu de penser, que cette combinaison (surendettement +

déflation) est la désastreuse option choisie par le FMI et l'Europe dans la crise actuelle (voir § **4.6.1** & **4.10**).



En terme de crise financière, la crise de 29 restera un modèle du genre, en particulier dans sa fonction déplacement et concentration des dettes.

Les Rois Babyloniens avaient recours à l' *andurarum* pour effacer les dettes, car ils savaient que cela évitait les guerres, militaires ou économiques.

2.8 – La seconde guerre mondiale

Comme la Première, c'est la Seconde Guerre Mondiale qui a permis d'effacer ou simplement de déplacer les accumulations de dettes antérieures, et de repartir sur d'autres bases.

En 1944, force était d'admettre que les vaincus ne pouvaient pas être pillés comme ils l'avaient été après 1918, et qu'on ne pouvait plus obtenir des Colonies les mêmes rendements, par les mêmes moyens, essentiellement militaires.

Quelle était la réalité qui changeait la donne ?

Réponse : L'existence, la puissance de l'URSS et des pays alliés, mais aussi l'existence, dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, au sortir de la guerre

contre l'occupant nazi, de Partis Communistes qui faisaient près de 20% des voix aux élections.

Il a donc fallu imaginer un système un peu plus subtil, ce fut le rôle de la conférence de Bretton Woods.

2.9 – Les accords de Bretton Woods

2.9.1 – Les échanges internationaux avant Bretton Woods

Avant les accords de Bretton Woods, lorsque deux pays échangeaient des marchandises, les achats étaient réglés en devises, mais le solde était payé en or. Par exemple, si l'Angleterre exportait pour 1 millions de £ vers la France, et que la France exportait pour 700.000£ vers l'Angleterre, le solde, c'est-à-dire, finalement, ce que l'Angleterre avait "gagné" dans cet échange, devait bien lui être payé par la France. Le paiement se faisait en or, pour une valeur de 300.000£.

A l'issue de la Première Guerre Mondiale, nombre de pays ont ainsi dû puiser dans leurs réserves d'or pour payer leurs dettes de guerre. De sorte qu'au sortir de la guerre, beaucoup de monnaies avaient des seuils de convertibilités très bas. Le risque d'effondrement était réel.

2.9.1.1 – Les accords de Gênes (1922)

Du 10 avril au 19 mai 1922, les représentants de 34 pays se réunirent donc à Gênes pour plancher sur la question.

Une solution "économique" simple eut été de fortement réévaluer la valeur de l'or. C'est une solution "monétaire" hybride qui a été retenue. Chaque pays avait le choix entre :

- fixer une convertibilité en or de sa propre monnaie (si son stock d'or et sa masse monétaire le permettait) ;
- accepter la Dollar et la Livre comme monnaie de réserve, et donc comme moyen de paiement international.

On observe que ce système consacrait au niveau international l'innovation opérée lors de la création de la FED américaine, c'est-à-dire que la monnaie fiduciaire (Dollar + Livre) devenait équivalente à l'or.

Cette solution s'est avérée très instable et a surtout accouché de la crise de 1929.

Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, la situation de plusieurs banques centrales était plus que critique : Leurs stocks d'or était très faibles, la Banque

d'Angleterre avait dû émettre d'énormes quantité de Livres pour satisfaire aux besoins de la guerre, mais les contreparties étaient des dettes d'Etats dont les monnaies n'étaient plus convertibles.

2.9.1.2 – Le coup de 1934

Alors que les Etats-Unis étaient au plus bas de la crise "de 29, avec un PIB inférieur de 25% à celui de 1928, les financiers américains ont réussi un coup réellement magistral.

Cela a pu se faire grâce, encore, à une alliance de circonstance, entre les partisans du bimétallisme, et les "inflationists" partisans du dollar papier, c'est-à-dire du dollar dette.

Par le *silver purchase act* de 1934, et malgré l'état des finances américaines, le Congrès a donné mandat au Président et au Trésor, d'acheter tout l'argent disponible sur le marché intérieur et international avec deux objectifs à atteindre :

- faire remonter le cours de l'Argent à 1,2929$ l'once (c'est en dire en tripler le cours) ;
- tout en maintenant les stocks d'Argent à 1/3 des réserves d'Or.

Les financiers avaient calculé que malgré la crise, la puissance économique des Etats-Unis pouvait atteindre le premier objectif sans atteindre le seuil buttoir du second. Ils avaient aussi calculé que le jeu en en vaudrait la chandelle. En effet, bien que raisonnablement endettés, du fait de balances commerciales déficitaires, les dettes du Mexique, et surtout de la Chine étaient remboursables en …métal argent.

Le cours de l'argent triplant, les dettes de ces deux pays ont triplé, mettant à sac leurs systèmes monétaires, et transférant au passage, une grande partie de la dette monétaire américaine sur ces deux pays.

Ce qui semblait initialement une faveur qui leur avait été faite puisque ces deux pays utilisaient encore majoritairement l'argent comme monnaie nationale, s'est retourné en un piège diabolique.

Cet épisode a montré deux réalités :

La première est qu'**une technique monétaire bien maîtrisée vaut largement les meilleures armées**.

La seconde est qu'avec ce coup monétaire, restés dans les mémoires, les Etats-Unis ont montré au monde que la suprématie acquise dans le domaine purement économique, leur donnait aussi une suprématie monétaire contre

laquelle on ne pouvait rien. Cela pèsera aussi dans les accords de Bretton Woods.

Enfin, on peut émettre l'hypothèse, qu'avec ce coup de 1934, et après le choix de Bismarck en 1871, les monométallistes américains ont en réalité enterré le bimétallisme. Lors des discussions de Bretton Woods, la question de la parité or/argent, sera subsidiaire.

2.9.2 – La fuite en avant de Bretton Woods

Malgré la terrible sanction de la crise de 1929, laquelle avait démontré les effets pervers de la possibilité d'accepter de la monnaie fiduciaire (papier) comme monnaie de réserve, c'est-à-dire comme contrepartie à l'émission de monnaie scripturale, les accords de Bretton Woods ont généralisé le système.

Le 22 juillet 1944, les représentants de 44 nations ont signé les accords de Bretton Woods.

Ceux-ci reprenaient les termes des accords de Gênes de 1922, à une rectification près.

Raisonnant comme ils avaient raisonné au niveau national, lors de l'instauration des banques centrales, et dans le débat qui avait opposé bimétallistes et monométallistes, les experts financiers des 44 pays convinrent qu'une seule monnaie internationale et la garantie d'une seule banque étaient préférables à la multiplicité des émissions monétaires.

Il fut donc décidé que les échanges internationaux pourraient être réglés en or ou en Dollars américains (dont la FED assurait la convertibilité).

En réalité la convertibilité du Dollar en or n'était plus possible depuis belle lurette, et personne ne pouvait dire qu'il ne savait pas puisque c'était écrit, depuis 1934, sur chaque Dollar imprimé :

"This note is legal tender for all debts, public and private, and is redeemable in lawful money at the United States Treasury, or at any Federal Reserve Bank"

2.9.2.1 – Premier point de fragilité

Les accords de Bretton Woods contenaient donc un premier point de fragilité puisqu'ils généralisaient le principe d'une monnaie de réserve fiduciaire, c'est à dire faite uniquement de papier, dans un contexte où cette masse de monnaie en circulation n'avait pour principale contrepartie réelle, non pas de l'or, mais des dettes.

Pour contrer cette source d'instabilité il aurait fallu, soit réévaluer fortement l'or, soit dévaluer fortement les monnaies par rapport à l'or, mais cela n'a pas été retenu, pour les raisons expliquées au § **2.4.1.1**.

2.9.2.2 – Second point de fragilité

Les accords de Bretton Woods contenaient un second point de fragilité. En effet, puisque le Dollar devenait la monnaie des échanges internationaux, les pays qui en avaient besoin devaient en "emprunter" à la Réserve Fédérale américaine, où, indirectement, sur "les marchés" (en fait il s'agissait bien dans ce cas là de monnaie soustraite à l'économie américaine, et donc immédiatement compensée par de la création monétaire).

Dans les deux cas la FED faisait fonctionner la planche à billets, mais avec quelles contreparties ? – Les promesses de remboursements d'Etats ou de grosses entreprises, c'est-à-dire, des dettes, et encore des dettes.

2.9.2.3 – La question des intérêts

Nous avons déjà dit, et nous y reviendrons au chapitre **3**, qu'un système d'émission de monnaie, avec intérêts, provoque automatiquement un effet de sur-émission monétaire et donc une croissance exponentielle des dettes, contreparties de cette monnaie. De même nous avons dit, et nous y reviendrons, que le seul moyen de limiter cet effet de sur-émission monétaire exponentiel est de piller les voisins (colonies, politique commerciale agressive, dettes de guerre, etc.).

Les accords de Bretton Woods ont institutionnalisé une vaste machine monétaire à faire payer par les autres pays tout ou partie des intérêts dus par les agents économiques américains au titre des émissions de Dollars, quelle que soit l'état de la balance des paiements américaine.

En effet, sans les dispositions de Bretton Woods, avec une balance des paiements déficitaire, les Etats-Unis auraient vite perdu leurs stocks d'or.

Grâce aux accords de Bretton Woods, tous les échanges économiques internationaux ont été payés en Dollars, ce qui obligeait tous les agents économiques internationaux à se procurer des Dollars, émis par la FED, avec intérêts.

C'est la rente monétaire perçue pas les Etats-Unis, au titre des échanges internationaux entre tous les pays du monde, qui leur permet de limiter l'endettement dû à leur propre émission monétaire (économie américaine).

2.9.2.4 – Un ensemble de banques privées

Lorsqu'on parle des accords de Bretton Woods, on oublie souvent "la cerise sur le gâteau". Or, nous pensons qu'il convient de rappeler avec insistance qu'en faisant reposer l'ensemble de l'édifice monétaire mondial sur la FED, gardienne du Dollar, les accords de Bretton Woods ont, de facto, placé les banques actionnaires aux commandes de la gouvernance du monde.

2.9.3 – Les institutions issues de Bretton Woods

Deux institutions ont été mises en place par les accords de Bretton Woods :
- la Banque mondiale (BM) formée de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA)
- le Fonds monétaire international (FMI)

Il s'agit de deux organismes chargés des modalités d'application des règles définies, et de l'organisation des plans de sauvetage en cas de crise majeure.

Tous les pays qui ont eu à faire au FMI ou à la Banque Mondiale, savent bien qu'il s'agit en fait de deux "gendarmes financiers" chargés d'assurer, d'abord et avant tout, la sécurité du Dollar et des monnaies qui lui sont fortement liées.

Un troisième organisme aurait dû être créé, et sa vocation était beaucoup plus préventive puisqu'il aurait dû être chargé de la régulation du commerce international.

L'idée était de chercher le moyen de limiter au maximum les trop grands déséquilibres commerciaux entre les pays, sources d'évasions et donc de pillages monétaires.

2.9.4 – La Charte de La Havane

De novembre 1947 à mars 1948, les représentants de 53 pays se sont réunis à La Havane.

Dans le contexte de l'après guerre, après quatre mois de négociations, l'acte final, qui s'intitule la "Charte de La Havane instituant une Organisation internationale du commerce", n'entrera jamais en vigueur. En effet, les États-Unis, pourtant instigateurs de la conférence, rejetteront celle-ci en prétextant qu'elle n'était pas assez contraignante pour les pays communistes et que ses principes étaient incompatibles avec le libéralisme. Après 2 ans de débats au Congrès, le président américain Harry Truman décidera finalement de retirer le texte, faute de compatibilité avec les politiques économiques et commerciales des États-Unis. La Charte de La Havane sera officiellement enterrée en 1951.

[Source : Texte intégral de la Charte de La Havane :

http://www.m-pep.org/IMG/pdf/Charte_de_La_Havane_1_.pdf
http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/omc/pdf/doclahavane.pdf
Présentation et commentaires par Jacques Nikonoff :
http://www.m-pep.org/spip.php?article16]

Cette occasion manquée de la Charte de La Havane est quand même révélateur d'une donnée primordiale : Qui a la maîtrise de la monnaie a la maîtrise du commerce et plus généralement de l'économie. Car il n'est pas rien de constater que la position de domination absolue donnée aux Etats-Unis par les accords de Bretton Woods leur a donné les moyens de mettre au panier une charte signée par 53 pays.

2.9.5 – Application des accords de Bretton Woods

Dans la période qui suivit, du point de vue monétaire, que se passa-t-il ?

Compte tenu de ce qui précède, rien d'imprévisible :

La confrontation entre "Bloc de l'Ouest" et "Bloc de l'Est" engendra d'énormes dépenses militaires, des guerres (dont celle du Vietnam), et une course à la conquête de l'espace, qui générèrent des dettes, lesquelles mettaient en péril l'ensemble du système.

Cependant cette période a aussi été marquée par une politique américaine visant à utiliser les pays d'Amérique Latine comme de quasi colonies, ce qui a été un moyen supplémentaire, en plus du Dollar, de compenser leur endettement monétaire.

Tous ces moyens additionnés pour faire payer aux autres les intérêts de leurs dettes dues au titre de l'émission monétaire n'ont toutefois pas suffit…

2.9.5.1 – Les Trente Glorieuses

Les accords de Bretton Woods contenaient donc en germe ce qui a conduit à leur fin. Mais ce système a quand même assuré, au moins aux pays qui en bénéficiaient (Europe de l'Ouest, Etats-Unis, Canada, Australie), les "Trente Glorieuses". Jamais dans l'histoire de l'humanité, les travailleurs n'avaient et n'ont obtenu une aussi grosse part des richesses produites qu'entre 1944 et 1971.

Il y avait Bretton Woods, certes, mais il y avait aussi le bloc des pays de l'Est, et de puissants Partis Communistes, qui alimentaient les mouvements sociaux.

On avait donc conjonction entre un système monétaire tant bien que mal organisé et structuré autour de l'or comme référence monétaire universelle, et un rapport des forces qui souriait (un peu) au monde du travail.

2.9.5.2 – "United States Notes" contre "Federal Reserve Notes"

Vous savez que la FED américaine n'avait rien de fédéral et qu'il s'agissait d'une institution parfaitement privée. Il faut aussi savoir, que dans la classe politique américaine, il y a toujours eu des héritiers de Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, Andrew Jackson, et Abraham Lincoln, c'est-à-dire des partisans d'un Etat seul détenteur du pouvoir régalien de battre monnaie.

Il faut aussi savoir que, de manière très marginale, le Trésor Américain n'a jamais totalement et définitivement perdu la possibilité d'émettre des Dollars pour le compte du gouvernement.

En d'autres termes, si les Dollars sont très majoritairement émis par la FED, qui en perçoit les intérêts, cela résulte uniquement du fait que les Présidents des Etats-Unis, et les Parlementaires, n'ont pas (ou très peu) eu la volonté politique de recourir à l'émission, par le Trésor, de Dollars, sans intérêts.

Le public n'y prête guère attention, mais il circule des Dollars de deux types : les "United States Notes" (1%), émis par le Trésor américain, et donc par l'Etat lui-même, et les "Federal Reserve Notes" (99%), émis par la FED.

"United States Note" de 5$, série de 1963.

"Federal Reserve Note" de 5$, série de 1963.

De fait le Trésor Américain émettra des "United States Notes", ou "Treasury notes" en faibles quantités jusqu'en 1971.

2.9.5.3 – Le mythe de l'Executive Order Nr 11110

Le 4 juin 1963, le Président Kennedy signait l'Executive Order n° 11110 par lequel il donnait mission au Trésor de :

- stopper les ventes d'Argent (métal) par le Trésor, "à prix fixé" (le prix fixe de l'Argent était alors de 50% inférieur au prix du marché, ce qui était une aberration économique quand les Etats-Unis avaient la guerre du Vietnam à financer) ;
- réserver les stocks d'Argent à la monétisation (le système monétaire américain comprenait encore des pièces en argent) ;
- suspendre également l'émission de "bons du Trésor", et autres "Certificats" émis par le Trésor en contrepartie des stocks d'Argent (métal) du Trésor et de la Réserve Fédérale, et demandait le rachat, c'est-à-dire la liquidation, des titres circulants ;
- adopter toutes mesures transitoires nécessaires.

L'objectif était clairement de mettre un terme à la fonction des lingots d'Argent comme réserve centrale, ce fut l'arrêt de mort du bimétallisme or / argent.

[sources :

- "New Kennedy Silver Policy". *Southeast Missourian*, 28 novembre 1961, page 8 ;.
- *Economic Report of the President*, House document No. 28, 88th Congress, 1st Session. U.S. Govt. Printing Office, 21 janvier 1963, page XXIII ;
- *Silver Legislation*, House of Representatives Report No. 183, 88th Congress, 1st Session, 3 avril 1963, en particulier la page 3 ;
- "Senate Okays Replacement of Silver Notes", in *Deseret News and Telegram*, 24 mai 1963, page 2A.
- "Kennedy Signs Silver Bill", in *Spokane Daily Chronicle*., 6 juin 1963, page 62 ;]

Aparté : Il n'y a aucun rapport, donc, entre cet Executive Order et l'émission de "Greenbacks", "contre la FED", ce qui aurait provoqué son assassinat, "comme Lincoln". L'Executive Order Nr 11110 est même, à ce propos, complètement hors sujet. La capacité du Trésor Américain à émettre ses propres "United States Notes" relevait (et relève sans doute encore) de la volonté politique et de la Constitution, sans besoin d'un E.O..
Pendant le mandat du Président Kennedy, environ 4 millions de Dollars de "United States Notes" ont été émis par le Trésor. C'est-à-dire très peu.
Le clan Kennedy avait certes, à plusieurs reprises, exprimé sa volonté d'en découdre avec la FED, mais rien de concret n'a jamais été engagé.

2.9.6 – Fin de Bretton Woods

Aucun contrôle effectif n'ayant été instauré par les accords de Bretton Woods sur la quantité de dollars américains émis, les États-Unis ont eu la possibilité de ne pas respecter leurs engagements relatifs aux émissions de dollars correspondant aux besoins des autres pays pour leur commerce extérieur.

Jusqu'en 1958, il y eut pénurie de dollars. Puis la situation s'est inversée. Une inflation de dollars s'est produite, notamment du fait des dépenses considérables de la guerre du Viêtnam et de la course à l'espace.

Les pays qui exportaient le plus vers les États-Unis ont accumulé d'immenses réserves en dollars qui ont donné lieu à autant d'émissions dans leur propre monnaie, alimentant une inflation chronique de plus en plus inquiétante.

Techniquement, c'est la République fédérale d'Allemagne, très sensible en matière d'inflation, qui mit fin aux accords de Bretton Woods en cessant de mettre en œuvre ses dispositions. Conséquence prévisible et désormais classique : Les demandes de conversion des dollars excédentaires en or ont augmenté selon une réaction en chaîne.

De sorte que le 15 août 1971, les États-Unis n'ont pas eu d'autre choix que de suspendre unilatéralement la convertibilité du dollar en or.

Cet évènement constitue la dernière étape d'un processus historique de dématérialisation de la monnaie, commencé 8 siècles plus tôt.

Désormais la seule contrepartie de la monnaie fiduciaire, comme de la monnaie scripturaire n'ont plus été que de dettes, selon le schéma suivant (à comparer à celui des § **2.3.2** & **2.4.5.2**) :

$$\{\text{DETTES}\} \Leftrightarrow \{\text{MONNAIE FIDUCIAIRE}\}$$
$$\{\text{MONNAIE FIDUCIAIRE} + \text{DETTES}\} \Leftrightarrow \{\text{MONNAIE SCRIPTURALE}\}$$

Le système des taux de change fixes s'est définitivement écroulé en mars 1973 avec l'adoption du régime de changes flottants, c'est-à-dire qu'ils se sont désormais établis en fonction des forces du marché. Le 8 janvier 1976,

les Accords de la Jamaïque ont confirmé officiellement l'abandon du rôle légal international de l'or. Il n'y a plus eu, depuis, de système monétaire international organisé.

2.10 – Cas de la France

En France, Georges Pompidou avait été Premier Ministre du Général De Gaulle du 14 avril 1962 au 10 juillet 1968, puis Président de la République du 20 juin 1969 au 02 avril 1974.

Il n'est pas inutile de savoir aussi que Georges Pompidou était entré au service de la Banque Rothschild de 1954 à 1958, et en deviendra même Directeur Général.

Sous la Présidence de Georges Pompidou, d'abord dans le Gouvernement de Jacques Chaban-Delmas (1969-1972), puis dans le gouvernement de Pierre Messmer (1972-1974), le Ministre des Finances a été **Valéry Giscard d'Estaing**.

2.10.1 – La Loi n°73-7 du 3 janvier 1973

C'est Valéry Giscard d'Estaing qui est "l'inventeur"de la Loi n°73-7 du 3 janvier 1973, portant modification du statut de la Banque de France.

L'article 25 de ladite loi dit simplement :

> *"Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France."*

C'est tout.

C'est tout et c'est génial, il faut bien le reconnaître : En une courte phrase sibylline, Giscard vient d'enlever à l'Etat Français la possibilité d'émettre lui-même sa propre monnaie, sans intérêt.

En effet, dans l'ancien système, l'état présentait ses factures au Trésor, qui émettait la monnaie avec laquelle l'Etat payait ses charges. Le compte au Trésor était ensuite soldé par la perception des impôts, et la monnaie détruite. Dans ce circuit, la monnaie était essentiellement une "unité de compte circulante". Il n'y avait aucune charge d'intérêt.

Dès lors que l'Etat ne peut plus présenter ses factures au trésor, il ne peut les présenter qu'aux banques privées…

2.10.2 – L'emprunt Giscard

Giscard fera tout de suite profiter ses petits copains de l'affaire : Dans le courant de l'année 1973, il fera souscrire à l'Etat un emprunt de 7,5 milliards sur 15 ans, au taux de 7%, **payable en Francs**, mais, et c'est là qu'était le "petit plus", **indexé sur l'or**.

Autrement dit, Giscard, alors que tous les systèmes monétaires du monde renonçaient à la convertibilité des monnaies en or, et que toutes les monnaies allaient donc "flotter", a émis, au nom des Français, un emprunt indexé sur l'or.

Après la fin de Bretton Woods, il était largement prévisible que puisque les parités des monnaies n'étaient plus fixées par les stocks d'or et de Dollars (convertibles), alors les conditions étaient réunies pour une guerre économique qui allait entraîner toutes les monnaies dans une course à la dévaluation. De fait, entre 1973 et 1988 (les 15 ans de "l'emprunt Giscard"), la valeur du Franc a été divisée par 3,5, tandis que le prix de l'or ne montait que de 25% (en monnaie constante).

Giscard était le mieux placé pour connaître la situation du Franc en 1973, et notamment le fait qu'il allait falloir dévaluer, ne serait-ce que pour suivre le mouvement général, faute de quoi aucune exportation n'aurait plus été possible.

Résultat : le contribuable français a versé près de 90 milliards aux souscripteurs d'un emprunt de 7,5 milliards (soit la valeur approchée de $(1,07)^{15}$*7.5*3.5*1,2, pour les matheux).

"L'emprunt Giscard" de 1973, souscrit pour soi-disant combler le déficit du budget de l'Etat, a fait exactement le contraire, il a augmenté l'endettement de l'Etat.

1973 marque bien, pour la France, le début du commencement de la fin, pour "les trente glorieuses". Au lieu d'une redistribution des richesses des plus riches vers les moins riches telle que l'avaient souhaitée les promoteurs du Programme du Conseil National de la Résistance, Giscard s'est fait le promoteur d'une redistribution à l'envers, c'est-à-dire d'un racket organisé des travailleurs par le monde des "prêteurs" la haute finance.

Pourquoi est-il nécessaire de s'attarder sur la personne de Valéry Giscard d'Estaing ?

Tout simplement parce que c'est vers lui que vont se tourner les institutions européennes pour coordonner la rédaction du Traité de Maastricht, puis de feu la Constitution Européenne, et enfin le Traité de Lisbonne.

2.11 – La France et l'Union Européenne : Le coup d'Etat parlementaire permanent

Le traité de Maastricht a été signé le 7 février 1992. Il contenait toutes sortes de dispositions, mais si nous avions eu la possibilité d'en éviter une seule, c'eût sans aucun doute été son article 104, dont voici le texte :

2.11.1 – Le traité de Maastricht (1992)

Article 104

> ***1.*** *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.*
> ***2.*** *Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par les banques centrales, bénéficient, de la part des banques centrales nationales et de la BCE, du même traitement que les établissements privés de crédit.*

Malheureusement, les français ont approuvé ce traité par le référendum du 20 septembre 1992 par 51,04% des suffrages exprimés.

2.11.2 – Le traité constitutionnel de 2004 (référendum de 2005)

Suite à quoi il y eût le **projet constitutionnel européen**. Très habilement, ce projet de constitution contenait deux volets bien distincts, mais les électeurs devaient approuver ou rejeter les deux en bloc.

Le premier volet contenait des dispositions organisant les institutions européennes (citoyenneté, représentations, élections, droits, etc.), bref il s'agissait d'un volet purement et classiquement constitutionnel.

Le second volet contenait des dispositions économiques, bien spéciales, c'est-à-dire la mise en oeuvre, par voie constitutionnelle, de toutes les théories des ultra-libéraux de l'école de Chicago (Milton Friedman) :

- libre circulation des marchandises et des capitaux sous peines d'amendes,
- privatisation de tout ou presque,
- mise en concurrence de tous les secteurs de la vie sociale et économique,
- généralisation du principe "consommateur payeur", c'est-à-dire, finalement, marchandisation de tout ou presque,
- etc.

Dans cette affaire, il faut être pragmatique et reconnaître que les promoteurs de ce projet ont de fait dit aux électeurs français : *"Ou bien vous acceptez que les conditions néolibérales pures et dures soient gravées dans le marbre de la Constitution Européenne, ou bien il n'y aura pas de constitution, et les techno oligarques de Bruxelles continueront à œuvrer dans l'ombre."*

On mesure aujourd'hui combien l'absence de gouvernance européenne laisse le champ libre aux marchés, c'est-à-dire aux banques, aux multinationales, et à leurs actionnaires majoritaires. Le traité constitutionnel européen organisait tant bien que mal une gouvernance, mais solidement liée par les principes des néolibéraux.

L'article III, 181, du Traité Constitutionnel Européen était un copier / coller de l'article 104 du traité de Maastricht.

Le 29 mai 2005, les électeurs français ont rejeté ce projet de constitution par 54,67% des suffrages exprimés.

Sur le résultat de ce référendum, les deux partis qui se partagent le pouvoir en alternance ou simultanément depuis 40 ans (Parti Socialiste et parti de droite historiquement issu du mouvement gaulliste), étaient mis en minorité. Ont-ils pour autant cessés d'exercer leurs pouvoirs ? Ont-ils cessés de tenir en main tous les rouages institutionnels de l'Etat ? Bien sûr que non. Ont-ils renoncé à leur projet d'Europe Ultralibérale ? Pas plus.

Ils nous ont donc concocté un bijou de traité, qui sur l'essentiel reprend les dispositions du traité de Maastricht.

2.11.3 – Le traité de Lisbonne (2007)

En matière monétaire en tous cas, l'article 123 du traité de Lisbonne est encore un copier / coller de l'article 104 du traité de Maastricht.

Le 13 décembre 2007, les représentants du gouvernement de la France signaient le traité de Lisbonne, Nicolas Sarkozy étant Président, et François Fillon Premier Ministre.

Après le rejet des Français lors du référendum de 2005, ni le Parti Socialiste, ni la Droite parlementaire n'ont souhaité consulter les électeurs français sur ce nouveau traité.

Plutôt que d'en rester là, et puisque les Français avaient majoritairement refusé de faire entrer dans une Constitution Européenne les dispositions du traité européen de 2004, ils en ont fait entrer la plupart des dispositions essentielles, c'est-à-dire celles qui nous contraignent à l'ultralibéralisme économique … dans la Constitution Française elle-même !

Une révision de la Constitution française, a donc été effectuée par notre représentation parlementaire (Parti Socialiste, Centre, Ecologistes et Droite Parlementaire) réunie en Congrès le 4 février 2008. Elle a permis non seulement la ratification du traité lui-même par la voie parlementaire le 8 février, mais son entrée dans la Constitution.

Ainsi l'article 88-1 de la Constitution de la France dit désormais :

> *La République participe aux Communautés européennes et à l'Union européenne, constituées d'Etats qui ont choisi librement, en vertu des traités qui les ont instituées, d'exercer en commun certaines de leurs compétences.*
>
> *Elle peut participer à l'Union européenne dans les conditions prévues par le traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé le 13 décembre 2007.*

Traduction : La Constitution Française déclare que la République Française participe à l'Union Européenne, et qu'elle (ne) peut y participer (que) dans le cadre des conditions explicites du traité de Lisbonne.

[sources :
- Traité de Maastricht, 7 février 1992 : http://www.pde-edp.net/main/bibliotheque/traites/maastricht.pdf
- Traité établissant une Constitution pour l'Europe, 16 décembre 2004 : http://www.pde-edp.net/main/bibliotheque/traites/constitution.pdf
- Traité de Lisbonne, 13 décembre 2007 : http://www.pde-edp.net/main/bibliotheque/traites/lisbonne.pdf
- Loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 février 2008 modifiant le titre XV de la Constitution : http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018071229]

2.12 – L'aboutissement d'un long processus historique

Que faut-il retenir de ce survol de l'histoire de la monnaie ?

Le tableau suivant présente l'évolution des contreparties monétaires depuis l'antiquité. On observe une dématérialisation progressive, tant des supports que des contreparties. In fine, après la fin de Bretton Woods, les contreparties de la monnaie, fiduciaire et scripturale (M3), ne sont plus constituées que de dettes.

Matières et contreparties des monnaies			
	Monnaie fiduciaire pièces (matière)	Monnaie fiduciaire papier (contreparties)	Monnaie scripturale (contreparties)
Avant 540 av JC			Marchandises
Après Allyatès Roi de Lydie (-540)	or, argent		
Après les Templiers (X-XIe siècle)	or, argent		or, argent
Après Johan Palmstruch (1661)	or, argent	or, argent, et dettes	or, argent et dettes
Après la FED (1913)	or, argent	or, argent, et dettes	or, argent, dettes, et monnaie fiduciaire
Après Bretton Woods (1944)	métal sans valeur	or, dettes et monnaie fiduciaire (dollars)	or, dettes et monnaie fiduciaire
Après la fin de Bretton Woods (1971)	métal sans valeur	dettes	dettes et monnaie fiduciaire

Conséquence qui peut paraître surprenante : comme on pouvait convertir l'or en monnaie, **on peut désormais convertir toute dette en monnaie**…

De fait, dettes et monnaie sont les deux faces d'une même réalité.

Dès lors, il n'est pas excessif de dire que si l'on ne veut plus avoir de dette, alors il va falloir se passer de monnaie… ou imaginer un autre système.

De même, sachant cela, comment s'étonner de l'inflation des masses monétaires partout dans le monde ? (Attention : il y a bien inflation chronique de création monétaire, ce qui ne veut pas dire inflation de monnaie circulante, donc utile, laquelle fait plutôt cruellement défaut.)

Enfin, partout où il y a accumulation de monnaie, il y a, ailleurs, accumulation de dettes, et l'on ne peut rembourser les dettes sans détruire de la monnaie.

Alors … Que faire ?

Détruire la monnaie là où elle n'est pas ? C'est-à-dire en Afrique ? Dans les pays pauvres ? Chez nos chômeurs ? Nos allocataires de prestations sociales ?

Ou détruire la monnaie là où elle est, là où elle s'accumule en sommes indécentes pour l'immense majorité des terriens ?

45 milliards c'est le montant des intérêts versés en 2010 par l'Etat au titre de la seule dette publique.

45 milliards c'est 1 millions d'emplois directs à 3750€ par mois (Rémunération Globale incluant les charges patronales). En tenant compte, puisque ces consommateurs vont générer des ressources pour d'autres, d'un taux de redistribution de 5 (1/0,2 (calcul qu'aucun économiste ne contestera)). On pourrait compter sur 5 millions d'emplois à 3750€ par mois (toujours en Rémunération Globale). Non seulement on atteindrait le plein emploi, avec des salaires élevés, mais on serait obligés de faire appel à de la main d'œuvre étrangère.

Autre chiffre : 15 milliards c'est la fortune personnelle accumulée par Madame Liliane Bettencourt durant toute sa vie de dur labeur. Imaginons que (on vous le souhaite), vous ayez une rémunération assez élevée pour que vous puissiez "mettre de coté", capitaliser, 2500€ chaque mois. Combien de temps, d'après vous, vous faudra-t-il pour accumuler 15 milliards ?

Réponse :
2500€ par mois * 12 = 30000€ par an
15000000000€ / 30000€ par an = 500000 ans
Vous pouvez recompter les zéros : Cinq cent mille ans !

Vous êtes ok pour payer vous-même, et faire payer par vos enfants et petits enfants, les dettes correspondant à cette accumulation monétaire ?